

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Étranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste, Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Étranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'École Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 30 octobre 1934, fixant les taux et réglementant à nouveau les indemnités de charges de famille du personnel indigène des cadres locaux du Togo et des cadres indigènes de l'A. O. F. en service au Togo.	26
Arrêté du 30 octobre 1934, réglementant le mode et les conditions de concession de l'indemnité de zone.	27
Arrêté du 17 novembre 1934, fixant les tarifs de l'indemnité de zone pour l'année 1935.	28
Arrêté du 15 décembre 1934, portant ouverture et annulation de crédit au budget primitif 1934 de la commune mixte de Lomé.	28
Arrêté du 18 décembre 1934, portant autorisation spéciale de dépenses au budget de la commune mixte de Lomé.	29
Arrêté du 18 décembre 1934, fixant le taux de rachat de prestation.	29
Arrêté du 26 décembre 1934, portant ouverture de la campagne d'achat des maïs.	30
Arrêté du 27 décembre 1934, approuvant et rendant exécutoires divers rôles primitifs afférents à l'exercice 1935.	30
Arrêté du 27 décembre 1934, désignant les assesseurs européens près les tribunaux criminels du territoire du Togo pour l'année 1935.	31
Arrêté du 28 décembre 1934, mettant en observation sanitaire les bateaux en provenance de la Nigéria.	31

Arrêté du 31 décembre 1934, plaçant le cercle de Mango sous le régime du danger imminent.	32
Arrêté du 31 décembre 1934, relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo.	32
Arrêté du 31 décembre 1934, réglementant la concession de secours éventuels accordés sur les fonds du budget local ou annexe et mettant à la charge du Territoire les frais funéraires des fonctionnaires décédés.	39
Arrêté du 31 décembre 1934, accordant aux particuliers le concours des agents du service topographique pour les travaux de levés de plans et de nivellements.	41
Arrêté du 31 décembre 1934, autorisant la commune mixte de Lomé à s'imposer en 1935 et lui attribuant certaines recettes.	43
Arrêté du 31 décembre 1934, portant approbation du budget de la commune mixte de Lomé, exercice 1935.	44
Arrêté du 31 décembre 1934, portant approbation du budget additionnel de la chambre de commerce (exercice 1934).	44
Arrêté du 31 décembre 1934, portant approbation des budgets ordinaire et extraordinaire de la chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1935.	44
Arrêté du 31 décembre 1934, portant admission en non valeurs de cotes irrécouvrables afférentes à l'exercice 1933.	44
Arrêté du 31 décembre 1934, portant interdiction du racolage commercial.	45
Arrêté du 31 décembre 1934, rendant provisoirement exécutoires les budgets du Togo pour l'exercice 1935.	45

Arrêté du 3 janvier 1935 , fixant la date des élections des membres des <i>conseils de notables</i> du Togo et déterminant la composition de chaque conseil.	46
Arrêtés du 3 janvier 1935 , autorisant la constitution de trois <i>sociétés sportives</i> .	46
Arrêté du 7 janvier 1935 , approuvant et rendant exécutoires divers <i>rôles primitifs</i> afférents à l'exercice 1935.	47
Arrêté du 4 janvier 1935 , portant <i>prorogation</i> d'exercice du <i>budget local</i> , du <i>budget d'emprunt</i> et du <i>budget du chemin de fer</i> .	48
Actes du président de la cour d'appel de l'A. O. F.	49
Actes divers concernant le personnel européen et le personnel indigène	49
Chef du secrétariat général ad hoc	56
Commissions	56
Conseil économique et financier	57
Conseils d'arbitrage de travail	57
Cour d'assises	58
Divers	58
Indemnité	59
Domaines	59
Subventions	59
Avis d'adjudication	59
Etat des mouvements de la navigation des ports de Lomé et d'Anécho pendant le mois de décembre 1934.	60
Bulletin météorologique du mois de novembre 1934	62

PARTIE NON OFFICIELLE

Etude de M^e Gay	64
Foire du Havre	70
Annonces	70

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Indemnités de charges de famille du personnel indigène

ARRETE N° 572 fixant les taux et réglementant à nouveau les indemnités de charges de famille du personnel indigène des cadres locaux du Togo et des cadres indigènes de l'A. O. F. en service au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 11 septembre 1920 sur le régime de la solde et les accessoires de solde du personnel des cadres locaux des colonies et supprimant la formalité de l'approbation ministérielle préalable de certains arrêtés des gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies, ensemble les décrets du 11 avril et 24 août 1934 le modifiant;

Vu l'arrêté du 17 février 1925 créant pour le personnel des cadres indigènes du Togo ainsi que pour le personnel des cadres indigènes de l'A. O. F. en service au Togo, une indemnité de charges de famille, ensemble, l'arrêté du 20 février 1926 le modifiant;

Vu l'arrêté du 7 février 1925 rendant applicable au Territoire les taux des allocations pour charges de famille prévues pour les fonctionnaires, agents et employés des cadres communs et locaux de l'A. O. F.;

Vu l'arrêté du 19 août 1931 fixant les taux des indemnités de charges de famille du personnel indigène des cadres locaux du Togo et des cadres indigènes de l'A. O. F. en service au Togo;

Vu l'arrêté du 31 juillet 1933 organisant l'état civil des personnes régies par les coutumes locales;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux annuels des indemnités pour charges de famille allouées au personnel des cadres locaux indigènes du Togo, ainsi qu'au personnel des cadres locaux de l'A. O. F., sont ainsi fixés :

Pour le 1 ^{er} enfant	204 frs.
Pour le 2 ^e enfant	216 frs.
Pour le 3 ^e enfant	228 frs.
Pour le 4 ^e enfant	240 frs.
Femme	84 frs.

Le maximum des indemnités pouvant être allouées sera de 2.400 francs.

ART. 2. — Les indemnités sont acquises pour chaque enfant âgé de moins de 12 ans, régulièrement déclaré à l'état civil et issu d'une union préalablement déclarée dans les conditions de l'arrêté n° 438 du 31 juillet 1933, ou légalement à la charge de l'agent.

Les enfants adoptés n'ouvrent pas droit aux indemnités de charge de famille.

Une seule femme par ménage peut ouvrir droit à indemnité et il n'est pas dû d'indemnité à une épouse sans enfant.

Le mari ne pourra percevoir aucune indemnité pour la femme fonctionnaire.

Le nombre de mariages réguliers ouvrant droit aux indemnités pour enfant, est limité à quatre pour les fonctionnaires de statut musulman, et les ressortissants de coutumes animistes.

Pour les adeptes des religions catholiques et protestantes et ceux qui pratiquent la monogamie, un seul mariage sera considéré.

ART. 3. — Les indemnités sont payables mensuellement et à terme échu. Lorsqu'un enfant est né au cours d'un mois, l'indemnité n'est due qu'à partir du premier jour du mois suivant. Si un enfant décède, le mois entier est dû.

Lorsque le mari et la femme appartiennent tous deux au personnel administratif pouvant prétendre aux in-

demnités de charges de famille, il n'est alloué qu'une seule indemnité pour chacun des enfants, et le soin du mandatement incombe au service qui emploie le mari à charge pour ce service de signaler, le cas échéant, au service qui emploie la femme, la prohibition du cumul.

En cas de décès d'un enfant, ou, si l'enfant aîné atteint 12 ans, les puînés voient leur rang automatiquement avancé d'une place et l'indemnité afférente est réduite en conséquence.

ART. 4. — Le droit à l'indemnité sera constaté et le mandatement sera effectué sur production des pièces suivantes.

1^o — Copies timbrées et certifiées conformes des actes de l'état civil enregistrés sur les registres spéciaux ouverts au chef-lieu de chaque circonscription administrative, ou à défaut, pour les faits antérieurs à l'arrêté du 31 juillet 1933, copies des jugements supplétifs, délivrées par les tribunaux du lieu de naissance.

2^o — Eventuellement, copie conforme des décisions administratives ou judiciaires mettant légalement l'enfant à la charge de l'agent.

3^o — Chaque année dans la première quinzaine de janvier les intéressés seront tenus de produire :

a) — Un certificat de vie délivré par l'autorité administrative du lieu, comportant référence aux dates des déclarations de naissance ou de mariage.

b) — Un certificat attestant que les enfants sont réellement à leur charge et que les indemnités payées sont bien employées à leur entretien.

Faute d'observer ces dispositions, les indemnités ne seront dues qu'à compter du premier jour du mois qui suit la date de production des pièces.

ART. 5. — Pour tout agent admis dans les cadres les pièces nécessaires seront produites avant tout mandatement.

Lorsqu'une déclaration sera effectuée hors les délais prévus par l'arrêté du 31 juillet 1933, les indemnités ne seront dues qu'à compter du premier du mois qui suit le jour de la déclaration.

Si un décès n'a pas été signalé par l'intéressé à l'autorité chargée de l'établissement des états ou mandats de solde dans le mois qui suit l'évènement, les reprises correspondantes aux sommes indûment perçues de ce fait seront immédiatement exercées, sans préjudice des sanctions administratives qui pourront intervenir.

Les mêmes dispositions seront prises lorsqu'un enfant aura atteint l'âge de douze ans.

ART. 6. — Le présent arrêté est applicable aux gardes de cercles et miliciens en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions des arrêtés réglementant leur solde et leurs accessoires de solde.

ART. 7. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur au premier janvier 1935, abroge toutes dispositions antérieures visées ou non, sous réserve des prescriptions de l'article précédent.

ART. 8. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 octobre 1934.

BOURGINE.

Approuvé par télégramme ministériel n° 2 du 9 janvier 1935.

Allocation de l'indemnité de zone

ARRETE N° 571 réglementant le mode et les conditions de concession de l'indemnité de zone.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial, ensemble tous les actes modificatifs subséquents, notamment les décrets des 12 juin 1911 et 11 septembre 1920;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 11 septembre 1920 transférant aux gouverneurs et chefs de colonie le pouvoir de déterminer le régime de la solde et des accessoires de solde des cadres locaux;

Vu le décret du 19 juillet 1934 portant réglementation de l'attribution de l'indemnité de zone;

Vu la circulaire ministérielle n° 24 du 19 juillet 1934, relative aux conditions d'attribution de l'indemnité de zone;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'indemnité de zone est une allocation accordée à titre exceptionnel et destinée à dédommager les fonctionnaires, employés ou agents en service dans certaines régions ou localités et entretenus sur le budget local ou les budgets annexes ou spéciaux, à quelque cadre qu'ils appartiennent, soit des risques climatiques spéciaux à certaines régions ou localités, soit des dépenses supplémentaires occasionnées par l'augmentation momentanée du prix des denrées ou des loyers par suite de rassemblements extraordinaires sur un même point ou de la cherté exceptionnelle des vivres dans certaines régions insuffisamment pourvues de ressources.

ART. 2. — L'indemnité de zone est obligatoirement réduite lorsque le fonctionnaire reçoit le logement gratuit ou les vivres en nature. Elle peut même être entièrement supprimée si l'intéressé est logé et nourri gratuitement.

Toutefois, cette dernière disposition ne saurait s'appliquer dans le cas où l'indemnité de zone est uniquement fondée sur l'insalubrité.

ART. 3. — L'indemnité de zone est acquise seulement pour les journées de présence effective dans la localité ou région donnant droit à l'allocation.

Elle n'est pas due pendant la durée du séjour à l'hôpital, sauf dans le cas où la famille du fonctionnaire habite avec lui dans le Territoire et où tous les membres de la famille ne sont pas hospitalisés en même temps que lui.

Elle est payée à terme dans les mêmes conditions que le traitement proprement dit. Elle n'est pas réductible en même temps que celui-ci, mais elle cesse d'être allouée quand le fonctionnaire n'a droit à aucun traitement.

ART. 4. — Le Commissaire de la République détermine, par arrêté pris en conseil d'administration, pour la durée d'une année au maximum, sans préjudice des modifications à intervenir en cours d'année :

a) Les localités et postes administratifs dans lesquels l'indemnité de zone sera perçue.

b) Les tarifs de base de cette indemnité, établis par catégorie de cadres (cadres généraux et locaux européens et indigènes).

c) Les abattements prévus à l'article 2 ci-dessus.

ART. 5. — Pour la fixation des tarifs, il sera pris avis d'une commission composée comme suit :

Un fonctionnaire désigné par le Commissaire de la République, *Président*,

Le chef du bureau des finances,

Le fonctionnaire chargé du personnel,

Trois fonctionnaires représentant le personnel choisis par le Commissaire de la République dans chacune des catégories visées à l'article 4, § b ci-dessus.

ART. 6. — L'arrêté visé à l'article 4 ci-dessus ne sera exécutoire qu'après approbation ministérielle.

À l'expiration de la période pour laquelle il aura été pris, l'attribution des indemnités prévues prendra fin de plein droit. Un nouvel arrêté pris dans les mêmes formes pourra seul en autoriser le maintien ou la modification.

ART. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 octobre 1934.

BOURGINE.

Approuvé par télégramme ministériel n° 187 du 17 novembre 1934.

ARRETE N° 595 fixant les tarifs de l'indemnité de zone pour l'année 1935.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial, ensemble tous les actes modificatifs subséquents, notamment les décrets des 12 juin 1911 et 11 septembre 1920;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 19 juillet 1934 portant réglementation de l'attribution de l'indemnité de zone;

Vu la circulaire ministérielle n° 24 du 19 juillet 1934 relative aux conditions d'attribution de l'indemnité de zone;

Vu l'arrêté local du 30 octobre 1934 réglant le mode et les conditions de concession de l'indemnité de zone;

Vu le procès-verbal de la commission chargée d'émettre un avis sur la fixation des tarifs de l'indemnité de zone;

Vu le rapport du chef du service de santé sur les risques climatiques spéciaux à chacun des postes du Territoire;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les localités suivantes du Territoire ouvriront droit, pour l'année 1935, à l'attribution de l'indemnité de zone :

Centre de Lomé — Cercle de Klouto — Subdivisions de Sokodé et Lama-Kara.

ART. 2. — A compter du 1^{er} janvier 1935, les tarifs de l'indemnité de zone allouée au personnel des cadres européens seront les suivants :

Solde de présence jusqu'à 15.000 frs. :

Centre de Lomé — Cercle de Klouto — Subdivisions de Sokodé et Lama-Kara 6 frs.

Solde de présence de 15.001 à 25.000 frs. :

Centre de Lomé — Cercle de Klouto — Subdivisions de Sokodé et Lama-Kara 3 frs.

Solde de présence de 25.001 à 30.000 frs. :

Centre de Lomé — Cercle de Klouto — Subdivisions de Sokodé et Lama-Kara 2 frs.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 novembre 1934.

BOURGINE.

Approuvé par télégramme ministériel n° 213 du 28 décembre 1934.

Commune mixte.

ARRETE N° 630 portant ouverture et annulation de crédit au budget primitif 1934 de la commune mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment les articles 336 et 337;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 réglant le fonctionnement des communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé;

Vu l'approbation, le 14 février 1934, du budget primitif, et le 26 juillet 1934, du budget supplémentaire de la commune mixte de Lomé, exercice 1934;

Vu les délibérations en date des 31 janvier et 3 novembre 1934;

Vu les rapports nos 2010 et 2035 de l'administrateur-maire en date des 26 octobre et 12 novembre 1934 et l'autorisation de principe donnée le 5 novembre 1934 par le Commissaire de la République;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La commune mixte est autorisée à augmenter de 15.000 francs le chapitre I, art. 12, § 3 du budget municipal de 1934 en vue de l'aménagement urgent des marchés découverts de la ville de Lomé par l'installation nécessaire de cinq baraques démontables provenant de la liquidation des travaux neufs du Territoire.

ART. 2. — Cette ouverture de crédit est gagée sur les fonds libres du budget municipal et provenant du chapitre I, article 9, § 1 « éclairage de la ville » dont le crédit de 435.000 francs est ramené à 420.000 francs.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 décembre 1934.

*P. le Commissaire de la République absent,
l'Administrateur en chef des colonies,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes.*

FREAU.

ARRETE N° 635. bis portant autorisation spéciale de dépenses au budget de la commune mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment les articles 336 et 337;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 réglementant le fonctionnement des communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé;

Vu l'approbation, le 14 février 1934, du budget primitif, et le 26 juillet 1934, du budget supplémentaire de la commune mixte de Lomé, exercice 1934;

Vu la délibération en date du 31 janvier 1934 décidant la construction d'un appontement pour les matières usées de la ville de Lomé;

Vu le rapport n° 966 du 25 août 1934 de l'administrateur-maire et l'approbation de principe donnée par le Commissaire de la République le 4 septembre 1934;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La commune mixte de Lomé est autorisée à modifier comme suit les inscriptions

prévues au § 9 article 12, Chapitre Ier (75.000 frs.) du budget communal de 1934 :

a) Achat de tinettes, réparation et matériel divers	6.000	au lieu de 12.000
b) Transport de vidanges par camions	28.000	au lieu de 30.000
c) Aménagement d'un camion spécial pour transport des vidanges	—	au lieu de 6.000
d) Aménagement sur le bord de la mer d'une sorte d'appontement pour le vidage plus hygiénique des vidanges	18.000	au lieu de 5.000
e) Construction de latrines publiques	20.000	20.000
f) Imprévus	3.000	au lieu de 2.000
Totaux égaux	75.000	75.000

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 décembre 1934.

*P. le Commissaire de la République absent,
l'Administrateur en chef des colonies,
chargé de l'expédition des affaires courantes
et urgentes.*

FREAU.

Taux de rachat de prestation

ARRETE N° 632 fixant le taux de rachat de prestation dans le territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1922 instituant un impôt dit de prestation en nature dans les territoires du Togo;

Vu l'arrêté 659 du 27 octobre 1933 réglementant à nouveau l'impôt des prestations au territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 660 du 27 octobre 1933 fixant le taux de rachat de prestation pour l'année 1934;

Sous réserve d'approbation en conseil d'administration;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le nombre de journées de travail dû par les contribuables assujettis au rachat des prestations est fixé à six.

ART. 2. — Le taux de rachat de chaque journée de travail est fixé ainsi qu'il suit :

Européens, personnes ayant le statut de nationaux européens 10 frs.

Indigènes { Cercles de Lomé, Anécho, Atakpamé 3 frs.
Cercle de Klouto 2 frs.
Cercles de Sansanné-Mango
et Sokodé 1 fr.

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures au présent arrêté.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 décembre 1934.

*P. le Commissaire de la République absent,
l'Administrateur en chef des colonies,
chargé de l'expédition des affaires courantes
et urgentes.*

FREAU.

Ratifié en conseil d'administration dans sa séance du 31 décembre 1934.

Approuvé par télégramme ministériel n° 3 reçu à Lomé le 12 janvier 1935.

Campagne de maïs

ARRETE N° 651 portant ouverture de la campagne d'achat des maïs.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits;

Après avis de la chambre de commerce et du service de l'agriculture;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La date d'ouverture de la campagne d'achat des maïs est fixée au mardi 15 janvier 1935.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 décembre 1934.

BOURGINE.

Rôles primitifs

Par arrêté du :

27 décembre 1934. — Sont approuvés et rendus exécutoires divers rôles primitifs afférents à l'exercice 1935 dont détail ci-après :

N°s DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	CENTIMES ADDITIONNELS		TOTAL
				Budget	Local	
53	Anécho	Impôt personnel indigène	609.760,00	—	—	609.760,00
54	—	—	167.420,00	—	—	167.420,00
55	Atakpamé	—	11.180,00	—	—	11.180,00
56	—	—	409.850,00	—	—	409.850,00
57	Lomé (Tsévié)	—	110,00	—	—	110,00
58	—	—	2.380,00	—	—	2.380,00
59	—	—	212.180,00	—	—	212.180,00
60	Anécho	Rachat prestations indigènes	548.784,00	—	—	548.784,00
61	—	—	150.678,00	—	—	150.678,00
62	Atakpamé	—	2.628,00	—	—	2.628,00
63	—	—	391.212,00	—	—	391.212,00
64	Lomé (Tsévié)	—	468,00	—	—	468,00
65	—	—	167.346,00	—	—	167.346,00
66	—	Patentes	3.500,00	1.225,00	—	4.725,00
67	Atakpamé	Licences	10.100,00	5.050,00	—	15.150,00
68	Lomé (Tsévié)	—	2.100,00	1.050,00	—	3.150,00
69	Anécho	Armes perfectionnées	440,00	—	—	440,00
70	Atakpamé	—	940,00	—	—	940,00
71	—	Véhicules	16.700,00	5.010,00	—	21.710,00
72	Anécho	Taxe d'assist. méd. indigène	365.856,00	—	—	365.856,00
73	—	—	100.452,00	—	—	100.452,00
74	Atakpamé	—	5.590,00	—	—	5.590,00
75	—	—	239.842,00	—	—	239.842,00
76	Lomé (Tsévié)	—	55,00	—	—	55,00
77	—	—	1.190,00	—	—	1.190,00
78	—	—	127.308,00	—	—	127.308,00

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 1^{er} janvier 1935.

Justice indigène

ARRETE N° 657 désignant les assesseurs européens près les tribunaux criminels du territoire du Togo pour l'année 1935.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo;

Vu l'arrêté n° 46 du 26 janvier 1934 désignant les tribunaux criminels ne comportant qu'un seul assesseur européen;

Sur la proposition des commandants de cercle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés assesseurs européens pour l'année 1935 près les tribunaux criminels du territoire du Togo :

Tribunal criminel de Lomé :

M.M. CURTAT,
TROSSELY,
AUBER,
PRADIER.

Tribunal criminel d'Anécho :

M. FONTAINE.

Tribunal criminel de Klouto :

M.M. BOZZI,
PIQUELIN,
MANCION,
MATHIEU Fernand.

Tribunal criminel d'Atakpamé :

M.M. DAGRON,
RODIER,
SEGALEN,
THOMAS.

Tribunal criminel de Sokodé :

M.M. JOURNE,
AZEMARD,
LHUISSIER,
KNILL.

Tribunal criminel de Mango :

M. PALINACCI.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1934.

BOURGINE.

Mesures sanitaires

ARRETE N° 658 mettant en observation sanitaire les bateaux en provenance de la Nigéria.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire aux colonies;

Vu le télégramme n° 653 en date du 24 décembre 1934 du gouverneur de la Nigéria notifiant l'existence de 2 cas de maladie n° 10 chez deux européens à l'hôpital de Kano et l'existence de plusieurs cas suspects chez des européens;

Sur la proposition du chef du service de santé, directeur de la santé au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'à nouvel ordre, les passagers européens ou assimilés en provenance de la Nigéria, débarquant au Togo seront soumis pendant six jours consécutifs à une visite sanitaire quotidienne et devront, dans ce but, se présenter chaque matin au médecin de la subdivision sanitaire du port de débarquement. Dans le cas où, avant l'expiration de cette période de six jours, ils désireraient quitter le port de débarquement pour se rendre dans une autre localité du Territoire, ils devront être munis d'un passeport sanitaire délivré par l'autorité sanitaire du point de destination afin d'achever, sous la surveillance de ce dernier, leur période d'observation de six jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire soit dans un hôpital, soit dans un lazaret, soit à leur domicile.

Les passagers indigènes à destination du Togo seront soumis à une période d'observation de six jours au lazaret du port de débarquement.

La désinfection des bagages des passagers européens ou indigènes débarquant au Togo pourra être éventuellement prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

Les marchandises en provenance de la Nigéria pourront être également, si l'autorité sanitaire le juge utile, soumises à la désinfection.

ART. 2. — Le chef du service de santé, le directeur du service des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs des cercles de Lomé et Anécho sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 28 décembre 1934.

BOURGINE.

Santé publique

ARRETE N° 665 plaçant le cercle de Mango sous le régime du danger imminent.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 23 octobre 1933 fixant les mesures d'ordre spécial temporaire et défensives destinées à prévenir ou à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo;

Sur la proposition du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cercle de Mango est placé sous le régime de danger imminent pour la santé publique.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1934.

BOURGINE.

Fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance

ARRETE N° 666 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo notamment en son article 18;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les sociétés indigènes de prévoyance, de prêts et de secours mutuels agricoles, dont la création au Territoire fera l'objet d'arrêtés subséquents seront régies par les dispositions suivantes :

TITRE PREMIER

FORMATION DES SOCIÉTÉS

ART. 2. — *Qualité des sociétaires.* — Sont seuls considérés comme cultivateurs et éleveurs faisant obligatoirement partie des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles institués au Territoire, les habitants de statut indigène qui sont aptes à retirer et qui tirent ordinairement leurs prin-

cipaux moyens d'existence des ressources de l'agriculture ou de l'élevage ainsi que de l'exploitation des produits agricoles ou de cueillette.

ART. 3. — *Statuts.* — Les statuts de chaque société déterminent obligatoirement :

1° — Le nom et le siège de la société;

2° — Son objet;

3° — Le mode de répartition de ses membres en sections;

4° — La composition des commissions de section, du conseil d'administration et de l'assemblée générale;

5° — Les conditions auxquelles peuvent être accordés les prêts et les secours;

6° — Les conditions auxquelles peuvent être effectués le versement et le retrait des dépôts de fonds en compte courant;

7° — Les conditions auxquelles les machines agricoles, le matériel et les animaux achetés par la société peuvent être loués et cédés aux adhérents, également les conditions de vente des engrais auxdits adhérents;

8° — Le mode de constitution des réserves, la nature et les procédés de sélection des graines, qu'il y aura lieu de réserver;

9° — Les conditions auxquelles peuvent être consentis les prêts ou contractés les emprunts.

Un exemplaire des statuts approuvés est déposé au chef-lieu du Territoire, aux archives du cercle et des subdivisions administratives, ainsi qu'au siège social et chez les présidents des commissions de section, où tout sociétaire peut être admis à en prendre connaissance.

L'assemblée générale des sociétaires a seule qualité pour proposer des modifications aux statuts.

TITRE II

ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS

ART. 4. — *Commission de section.* — Chaque société est représentée dans chaque section par une commission élue par les sociétaires de la section conformément aux coutumes locales, sans limitation de la durée de leur mandat et composée de douze membres.

La représentation des divers éléments de la population composant la section doit y être assurée proportionnellement à leur importance.

Les membres de la commission se choisissent un président auquel est adjoint un secrétaire comptable, nommé par le commandant de cercle.

Ce secrétaire-comptable pourra recevoir sur les fonds de la société une rétribution fixée par le Commissaire de la République sur la proposition du conseil d'administration.

La commission de section se réunit sur la convocation de son président, chaque fois que cela est nécessaire et obligatoirement dans la première quinzaine de février pour examiner les comptes de l'exercice expiré et dans la première quinzaine d'octobre pour prépa-

rer le projet de budget et les propositions pour le programme des travaux à soumettre au conseil d'administration.

Elle pourra valablement délibérer si la moitié de ses membres sont présents.

Le résultat des délibérations devra être transmis dans la deuxième quinzaine des mêmes mois, pour arrêter définitivement comptes, budgets et programme de travaux.

ART. 5. — *Conseil d'administration.* — Le conseil d'administration de chaque société est composé comme indiqué à l'article 5 du décret du 3 novembre 1934.

Les membres du conseil peuvent être révoqués par le Commissaire de la République pour négligence ou faute grave, sur la proposition motivée du commandant de cercle.

Tout membre révoqué est immédiatement remplacé par un nouveau délégué qu'élit la section qu'il représentait et pour la durée de son mandat. Il en est de même en cas de décès ou de démission.

La remise ou indemnité à attribuer au secrétaire-trésorier sur les fonds de la société sera fixée par arrêté du Commissaire de la République.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation de son président, chaque fois que cela est nécessaire et obligatoirement dans la seconde quinzaine de février pour examiner les rapports de fin d'année des sections et arrêter les comptes de l'exercice expiré et dans la dernière quinzaine d'octobre pour prendre connaissance des propositions des sections pour l'année suivante et arrêter le budget de la société et le programme des travaux pour l'exercice à venir.

La présence de la moitié plus un des délégués est nécessaire pour que le conseil puisse valablement délibérer.

ART. 6. — L'agent du service de l'agriculture, le vétérinaire du cercle peuvent assister éventuellement aux séances du conseil à titre consultatif et sur convocation du président.

ART. 7. — Toutes les décisions concernant la gestion de la société et qui ne relèvent pas d'un vote de l'assemblée générale sont arrêtées par le président après consultation et approbation du conseil d'administration.

Les décisions qu'il prend seul en cas d'urgence sont soumises à la ratification du conseil au cours de la plus prochaine séance.

ART. 8. — *Assemblée générale.* — L'assemblée générale représente l'assemblée des sociétaires. Elle se compose :

1^o — Du président du conseil d'administration assisté du secrétaire-trésorier;

2^o — Du vice-président;

3^o — Des délégués des sections, membres du conseil d'administration dont le plus ancien constitue avec le président et le vice-président le bureau de l'assemblée;

4^o — Des délégués spéciaux désignés à cet effet par les sections à raison d'un délégué par village ou par groupe du village, suivant la répartition par les statuts, sans que le nombre desdits délégués puisse être inférieur à deux par section.

L'assemblée générale se réunit obligatoirement deux fois par an au siège social, sur la convocation du président pour prendre connaissance du compte-rendu de la situation morale et financière de la société pendant l'exercice écoulé et pour procéder à l'examen du projet de budget et du programme d'aménagement agricole de l'exercice suivant.

L'assemblée générale peut, en outre, être convoquée par son président quand les circonstances l'exigent.

L'assemblée générale est valablement constituée lorsque la moitié de ses membres plus un sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage la voix du président est prépondérante.

TITRE III

ORGANISATION FINANCIÈRE DES SOCIÉTÉS

ART. 9. — *Emploi des ressources financières.* — Les ressources financières des sociétés doivent être exclusivement consacrées à des opérations dont l'objet répond à l'un des buts définis par l'article 2 du décret du 3 novembre 1934.

L'aide à l'agriculture et à l'élevage qui constitue l'un de ces buts essentiels peut consister, notamment :

Dans l'achat du matériel et des machines agricoles que les sociétaires peuvent louer à leurs adhérents moyennant une faible redevance ou qu'elles peuvent leur céder au prix coûtant, soit au comptant, soit à crédit.

Dans l'achat d'animaux de labour qu'elles peuvent louer ou céder dans les mêmes conditions.

Dans l'achat d'engrais qu'elles peuvent céder aussi au prix coûtant, au comptant ou à crédit.

Dans l'achat de matériel divers tels que camions, remorques etc... matériel qu'elles peuvent louer ou céder aux dits adhérents dans les conditions stipulées ci-dessus.

Dans l'exécution de travaux agricoles et d'améliorations agricoles d'intérêt collectif, ou de travaux tendant à doter une région ou une agglomération d'ouvrages d'intérêt collectif utiles à l'agriculture tels que canaux d'irrigation, barrages, puits etc...

Dans l'achat d'animaux reproducteurs en vue de l'amélioration des races locales, lesdits animaux peuvent être loués ou cédés aux adhérents dans les conditions stipulées ci-dessus.

ART. 10. — *Fonds social.* — Le fond social de chaque société est constitué au moyen :

1^o — Des cotisations annuelles en espèces;

2^o — Des mêmes cotisations perçues en nature au lieu de l'être en espèces, lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent;

3° — Des biens immobiliers ou mobiliers, du matériel, des animaux, des plants, du produit des cultures entreprises par la société, et d'une manière générale, des réserves de toute nature possédées par la société ou achetées par elle;

4° — Des capitaux placés en compte-courant et des intérêts échus de ces placements;

5° — Des espèces en caisse et des valeurs à encaisser;

6° — Des subventions accordées par le Territoire;

7° — Du produit des dons et legs en argent ou en nature;

8° — Des emprunts et des prêts consentis par les caisses de crédit agricole mutuel;

9° — Des prêts en espèces ou en nature consentis par la société, des intérêts des dits prêts et du supplément prévu à titre de frais de gestion pour les prêts de toutes sortes, consentis aux sociétaires islamisés.

10° — De la location ou de la cession aux adhérents, aux conditions prévues par les statuts, du matériel et des machines agricoles des animaux de labour, du matériel et des animaux de transport, des animaux reproducteurs appartenant à la société;

11° — De la vente aux adhérents, aux conditions prévues par les statuts des engrais achetés par la société;

12° — De la vente des produits et matières appartenant à la société.

ART. 11. — *Cotisations.* — Le taux des cotisations sera fixé tous les ans en septembre au plus tard pour l'exercice suivant par le Commissaire de la République afin que le budget des sociétés de prévoyance puisse être arrêté et rendu exécutoire par arrêté du Commissaire de la République.

Les cotisations sont recouvrées comme s'il s'agissait de centimes additionnels à l'impôt de capitation de la population agricole, adulte et valide du cercle.

L'état en est établi et approuvé annuellement dans les formes où sont établis et approuvés les rôles de l'impôt de capitation.

Le recouvrement en est assuré par l'agent spécial — secrétaire-trésorier de la société — en même temps que l'impôt personnel.

Le versement des cotisations en nature est effectué par les intéressés dans les greniers de la société dans les conditions fixées par une délibération spéciale du conseil d'administration qui n'est exécutoire qu'après approbation du Commissaire de la République et qui devra fixer le mode d'évaluation de ces versements. Les versements en nature sont effectués en présence du président de la commission de section et autant que possible sous le contrôle de l'administration.

Le conseil d'administration a qualité pour exonérer du versement de leur cotisation les sociétaires victimes d'un sinistre, d'une épidémie ou d'un fléau naturel. Les délibérations qu'il prend à cette occasion ne sont exécutoires qu'après approbation du Commissaire de la République.

ART. 12. — *Prêts.* — Les prêts mutuels agricoles, à court, moyen et long terme, peuvent être consentis par le conseil d'administration à un sociétaire ou à un groupe de sociétaires lorsque le fonds social présente un disponible suffisant en espèces ou en titres négociables, déduction faite du montant des dettes exigibles.

Un prélèvement sur le montant global du fonds social est effectué chaque année, à l'époque de l'inventaire pour le fonctionnement de ces prêts. Ce prélèvement ne peut être supérieur à 10% du montant du disponible dudit fonds, en espèces ou en titres négociables fixés par arrêté du Commissaire de la République après avis de la commission centrale de surveillance.

Le montant maximum de prêts mutuels agricoles que les sociétés sont autorisées à consentir à leurs adhérents est fixé à :

200 francs pour les prêts à court terme;

2.500 francs pour les prêts à moyen terme;

5.000 francs pour les prêts à long terme.

Toutefois, le montant des legs, subventions ou emprunts expressément affectés à des prêts agricoles n'entrera pas en ligne de compte dans l'évaluation du fonds social en vue de la détermination du pourcentage sus-indiqué.

La répartition et les conditions de remboursement des fonds provenant des dits legs, subventions et emprunts seront fixées dans chaque cas spécial par arrêté du Commissaire de la République après avis du conseil d'administration de la société et de la commission centrale de surveillance.

Les prêts mutuels agricoles à moyen terme sont consentis pour deux ans au moins et cinq ans au plus et remboursables par annuités dont le montant est fixé par le conseil d'administration de la société.

Les prêts mutuels agricoles à long terme sont consentis pour cinq ans au moins et dix au plus. Ils sont également remboursables par annuités dont le montant est fixé par le conseil d'administration de la société.

Sont seuls admis à bénéficier des prêts de toute nature les sociétaires libérés de tout emprunt antérieurement consenti par la société.

Les sociétaires qui sollicitent des prêts à moyen et long terme doivent être cautionnés par deux notables solvables, acceptés par le conseil d'administration.

Le taux de l'intérêt que pourront produire les prêts en espèces consentis à leurs membres par les sociétés indigènes de prévoyance est fixé à cinq pour cent à l'exception de ceux consentis à des sociétaires islamisés; qui devront toutefois verser un supplément en sus du principal des prêts à titre des frais de gestion.

Le bénéficiaire de prêts en nature devra rendre à la société la quantité reçue par lui, majorée d'une bonification ou d'un supplément fixé par les statuts.

ART. 13. — *Secours et avances.* — En cas de disette, d'épidémie, de sinistre ou de circonstances exceptionnelles, la société peut consentir à ses adhérents des

secours en nature ou en espèces dans les limites déterminées par ses statuts.

Les secours sont accordés par le conseil d'administration. Il en est spécialement rendu compte à l'assemblée générale lors de sa prochaine réunion.

En outre et dans les mêmes circonstances, la société peut consentir à des sociétaires ou groupes de sociétaires, tant pour leur nourriture que pour celle de leurs animaux, des avances à titre remboursable de denrées alimentaires cédées au prix de revient dans les conditions fixées par les statuts.

ART. 14. — *Procédure des prêts, secours, avances, locations d'animaux, de matériel ou des machines agricoles.* — Les sociétaires qui veulent obtenir des prêts de quelque nature qu'ils soient, des secours ou des avances ou qui demandent en location des animaux, du matériel ou des machines agricoles appartenant à la société, doivent s'adresser au président de la commission de leur section.

Celui-ci s'assure de l'exactitude des faits avancés par les demandeurs de leur honorabilité et, le cas échéant, de leur solvabilité.

Il transmet immédiatement les renseignements obtenus, suivant les cas ci-dessus envisagés, à la commission de la section ou au conseil d'administration.

Dans le cas d'urgence, les secours dont le montant ne doit pas dépasser un maximum fixé par les statuts, peuvent être accordés à l'unanimité des voix par la commission de section à charge d'en rendre compte immédiatement au président du conseil d'administration. Celui-ci en saisit le conseil à la première réunion.

ART. 15. — A l'expiration des délais, à moins d'une décision contraire du conseil d'administration ou de l'assemblée générale, le remboursement des prêts ou des avances consentis est poursuivi sur ordre de recettes notifié au président de la commission de la section de l'intéressé.

Le paiement du prix de location des animaux, du matériel ou des machines agricoles est poursuivi dans les mêmes formes, aux époques fixées par le conseil d'administration au moment de la location.

ART. 16. — *Cessions.* — Les tarifs de cession ou de location d'animaux, de matériel ou de machines agricoles appartenant à la société, consenties par elle à des sociétaires ou à des tiers sont fixés par une délibération du conseil d'administration approuvée par l'assemblée générale et soumise à l'homologation du Commissaire de la République.

Il en est de même des tarifs de cession des engrais achetés par la société et des tarifs de vente des produits agricoles ou d'élevage qui lui appartiennent.

ART. 17. — *Dons et legs.* — Les sociétés de prévoyance peuvent recevoir des particuliers des dons et legs en nature et en espèces, elles peuvent également recevoir du Territoire des subventions et des avances remboursables.

Toutefois, l'acceptation des dons et legs est subordonnée à l'autorisation du Commissaire de la République, qui a qualité pour n'autoriser que celles de ces libéralités dont les charges ne tendraient pas à faire sortir l'établissement de sa spécialité.

ART. 18. — *Exercice financier.* — L'exercice financier des sociétés de prévoyance est de douze mois, il commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

ART. 19. — *Budget — Programme.* — Il est établi pour chaque exercice un budget auquel doit être annexé un programme d'amélioration agricole ou des travaux d'intérêt collectif agricole.

Le projet de budget et le programme sommaire général des améliorations ou travaux agricoles, présentés par le président et délibérés par le conseil d'administration, sont arrêtés par l'assemblée générale en temps utile pour parvenir au Commissaire de la République deux mois avant la clôture de l'exercice en cours.

Si la nécessité de modifications est signalée par le Commissaire de la République, il est procédé à une nouvelle délibération par le conseil d'administration, si les observations portent sur les procédés et moyens d'exécution et par l'assemblée générale s'il s'agit du principe même du projet.

Le budget et le programme des améliorations ou travaux agricoles sont rendus exécutoires avant l'ouverture de chaque exercice par le Commissaire de la République.

Au cas où cette approbation n'est pas intervenue à la date de l'ouverture de l'exercice, le budget et le programme sont considérés comme provisoirement exécutoires.

Toutefois, aucune disposition nouvelle y figurant ne peut recevoir un commencement d'exécution avant approbation.

ART. 20. — *Rapport de gestion et inventaire.* — Dans les deux mois qui suivent la clôture de l'exercice annuel, le président du conseil d'administration avec la collaboration du secrétaire-trésorier, établit et transmet au Commissaire de la République le rapport de gestion de la société pour l'exercice écoulé ainsi que le bilan qui y est annexé.

L'inventaire servant à établir à la fin de chaque exercice l'avoir de la société est dressé dans chaque section par le président de la commission assisté de deux membres. L'inventaire général est établi au siège de la société par le président avec la collaboration effective d'au moins trois membres du conseil et l'assistance du secrétaire-trésorier.

TITRE IV

DOCUMENT A TENIR ET COMPTABILITÉ

ART. 21. — *Documents dont la tenue incombe au secrétaire-trésorier.* — Le secrétaire-trésorier de la société assure la tenue des documents suivants :

1^o — Le registre des délibérations du conseil d'administration et de l'assemblée générale;

2^o — Le dossier des actes administratifs concernant la société;

3^o — Le dossier des affaires contentieuses;

4^o — Le dossier des correspondances et copies de lettres;

5^o — Un sommier des prêts, présentant séparément les prêts en nature, les prêts exceptionnels en espèces et les prêts mutuels agricoles à court, moyen et long terme;

6^o — Le registre balance des semences, graines alimentaires, cheptel et tous approvisionnements en magasin tant au chef-lieu que dans les sections, tenu à jour au chef-lieu d'après les opérations effectuées et pour les sections, mensuellement au vu des indications des duplicata des carnets des présidents des commissions de section;

7^o — Le carnet à souche des reçus à délivrer pour le versement des cotisations en nature;

8^o — Le registre des inventaires;

9^o — Le registre balancé du matériel et des réserves de matière première de toute nature et les comptes d'emploi matières des agents techniques chargés de l'exécution des travaux sociaux;

10^o — Le registre matricule des biens immobiliers et des puits et les dossiers d'immatriculation;

11^o — Les carnets à souche des ordres de recette, des mandats de paiement et des opérations hors caisse;

12^o — Le carnet des échéances et des dépenses engagées.

ART. 22. — *Autres documents dont la tenue incombe au secrétaire-trésorier.* — Le secrétaire-trésorier tient en outre :

1^o — Le livre de caisse, livre-journal, grand livre et les comptes annexes s'il y a lieu;

2^o — Le carnet à souche des reçus à délivrer aux parties versantes pour les versements de toute nature en espèces;

3^o — Le carnet des comptes-courants; comptes de chèques et dépôts à la caisse d'épargne, à la banque de l'Afrique occidentale française ou à la caisse de crédit agricole;

4^o — Le carnet d'inscription des titres, valeurs et créances en porte-feuille autres que les prêts aux sociétés.

ART. 23. — *Documents dont la tenue incombe au président de la section.* — Chaque présidence de section tient :

1^o — Un carnet à souche pour les reçus concernant les remboursements des prêts de semences et de graines vivrières;

2^o — Un registre balance des réserves en magasin;

3^o — Un carnet de recette pour les cotisations en nature perçues et versées au magasin de section;

4^o — Un inventaire du matériel mis à la disposition de la section.

ART. 24. — *Comptabilité.* — Tous les registres comptables de recettes et de dépenses sont totalisés mensuellement et visés par l'administrateur du cercle, président de la société ordonnateur du budget de la société qui en contrôle les arrêtés.

Les pièces justificatives des recettes et des dépenses sont conservées par le secrétaire-trésorier à l'appui des inscriptions de son registre et enliassés par mois et par ordre d'inscription.

En cas de non remboursement dans le délai d'un mois suivant la notification des ordres de recettes prévue à l'article 15 ci-dessus, le secrétaire-trésorier avise le président qui provoque la décision nécessaire de la part du conseil d'administration ou de l'assemblée générale et la notifie au comptable.

Toutes les écritures des sections sont tenues en double expédition le duplicata étant en fin du mois remis au secrétaire-trésorier qui les annexe à ses documents comptables.

Le registre journal, le registre des inventaires et tous les autres registres sont visés, cotés et paraphés par premier et dernier feuillet par le commandant de cercle.

TITRE V

CONTRÔLE DES SOCIÉTÉS

ART. 25. — *Compte rendu annuel.* — Dans les deux mois qui suivent la clôture de l'exercice annuel, un compte rendu faisant ressortir la situation morale et financière de la société est adressé par le président du conseil d'administration au Commissaire de la République.

ART. 26. — *Contrôle des opérations de sociétés.* — Le fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et des prêts mutuels agricoles est contrôlé dans les conditions fixées par le décret du 3 novembre 1934.

ART. 27. — *Commission centrale de surveillance.* — La commission centrale de surveillance, instituée au chef-lieu du Territoire se réunit toutes les fois qu'il est nécessaire, sur l'ordre du Commissaire de la République, qui fixe l'ordre du jour de ses délibérations. Elle est obligatoirement consultée :

1^o — Sur la création et la dissolution des sociétés;

2^o — Sur l'approbation de leurs statuts et les modifications à y apporter;

3^o — Sur l'approbation à accorder au budget et au programme des améliorations et travaux agricoles établis pour chaque société;

4^o — Sur la concession des prêts mutuels et agricoles à long terme;

5^o — Sur l'établissement du rapport d'ensemble relatif au fonctionnement des sociétés du Territoire.

Elle peut, en outre être consultée d'une manière générale sur tout ce qui concerne le contrôle et le fonctionnement des sociétés.

ART. 28. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1934.

BOURGINE.

« STATUTS - TYPE »

Société de prévoyance indigène du cercle de

TITRE PREMIER

ARTICLE PREMIER. — Les cultivateurs et éleveurs de statut indigène du cercle de constituent une société de prévoyance de secours et de prêts mutuels sous le nom de :

« SOCIÉTÉ INDIGÈNE DE PRÉVOYANCE, DE SECOURS ET DE PRÊTS MUTUELS DE et soumise au régime du décret du 3 novembre 1934 et de l'arrêté n° 666 du 31 décembre 1934.

Le siège de cette société est à cercle de

Sont sociétaires tous les contribuables mâles de statut indigène, résidant dans le cercle de et tirant ordinairement leurs principaux moyens d'existence des ressources de l'agriculture et de l'élevage ainsi que de l'exploitation des produits agricoles et de cueillette.

ART. 2. — La société ainsi constituée a pour objet :

1^o — De prendre toutes mesures contribuant au développement de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la cueillette, ainsi qu'à l'amélioration des conditions dans lesquelles s'effectuent la récolte, la préparation, la circulation, la conservation et la vente des produits de leurs adhérents;

2^o — De mettre à leur disposition un outillage plus perfectionné que celui qu'individuellement leurs ressources leur permettraient de se procurer;

3^o — D'éviter les longues indisponibilités de cet outillage en organisant un service de réparation et d'entretien;

4^o — De venir en aide par des secours temporaires à ses adhérents pauvres gravement atteints par la maladie ou les fléaux naturels;

5^o — De consentir des prêts en nature ou en espèces pour permettre aux sociétaires d'améliorer ou d'augmenter leur outillage, leur exploitation ou leur cheptel;

6^o — De contracter éventuellement et après approbation par le Commissaire de la République des assurances contre les accidents ou les sinistres.

ART. 3. — La société comprend sections ci-après énumérées :

1^o — Section de comprenant tous les sociétaires résidant dans la subdivision (ou le ou les cantons) de

2^o — Section de comprenant tous les sociétaires etc.

TITRE II

ADMINISTRATION

ART. 4. — La société est représentée dans chaque section par une commission désignée par les sociétaires de la section, conformément aux coutumes locales et sans limitation de la durée de leur mandat.

En vue d'assurer aux divers éléments la représentation proportionnelle qui leur revient, la commission de la section de A sera composée de :

. membres (de telle race ou collectivité)
. membres (de telle race ou collectivité)
. membres (de telle race ou collectivité)
soit au total 12 membres.

La commission de la section de B sera composée de :

. membres (de telle race ou collectivité)
soit au total 12 membres etc.

Chaque commission élit un président; au premier tour du scrutin, la majorité absolue est nécessaire pour être élu. Au second tour la majorité relative suffit. Ces fonctions sont gratuites.

Quant au secrétaire-comptable, il sera désigné par le commandant de cercle et il n'aura que voix consultative aux séances de la commission.

Il pourra recevoir une gratification dont le montant sera fixé annuellement par arrêté du Commissaire de la République sur proposition du commandant de cercle.

ART. 5. — Le conseil d'administration de la société est présidé par le commandant de cercle.

Le vice-président sera désigné par le Commissaire de la République après avis du commandant de cercle sur une liste de trois membres présentés par le conseil.

Les fonctions du secrétaire-trésorier sont exercées par le fonctionnaire désigné par le décret du 3 novembre 1934 (article 5).

La remise ou indemnité à lui attribuer sur les fonds de la société sera fixée par arrêté du Commissaire de la République.

Il assiste aux séances du conseil d'administration avec voix consultative.

Les délégués appelés à former le conseil d'administration de la société ne peuvent être pris parmi les membres des commissions de section.

Ils sont désignés par les sociétaires de la section conformément aux coutumes locales et pour une durée d'une année.

Leur mandat est indéfiniment renouvelable.

La section A désignera délégués.

La section B désignera délégués.
etc.

Total 7 délégués.

Les membres du conseil d'administration peuvent être révoqués par le Commissaire de la République.

pour négligence ou faute grave sur la proposition motivée du commandant de cercle. Il en est de même des membres des commissions de section.

Tout membre révoqué est immédiatement remplacé par un nouveau délégué que désigne la section qu'il représente et pour la durée restant à courir, de son mandat. Il en est de même en cas de décès ou de démission.

Tout membre révoqué ne peut être réélu avant trois ans écoulés.

ART. 6. — Les fonctions de président, de vice-président et de membre du conseil d'administration sont gratuites.

ART. 7. — Les agents du service de l'agriculture, du service zootechnique et des autres services techniques affectés au cercle ou s'y trouvant en tournée pourront, sur convocation du président, assister aux séances du conseil à titre consultatif.

ART. 8. — Toutes les décisions concernant la gestion de la société et qui ne relèvent pas d'un vote de l'assemblée générale sont arrêtées par le président après consultation et approbation du conseil d'administration.

Les décisions qu'il prend seul, au cas d'urgence, sont soumises à la ratification du conseil au cours de la plus prochaine séance.

ART. 9. — Le conseil d'administration se réunit sur la convocation de son président chaque fois que cela est nécessaire, et obligatoirement dans la seconde quinzaine de février, pour examiner les comptes de l'exercice expiré, et dans la dernière quinzaine d'octobre pour arrêter le budget et le programme des travaux de l'exercice à venir.

Pour les séances obligatoires du conseil d'administration, chaque commission devra présenter un rapport faisant ressortir les résultats de l'activité de la section au cours de l'exercice écoulé et les besoins pour l'exercice suivant.

ART. 10. — L'assemblée générale représente l'assemblée des sociétaires.

Elle se compose :

1^o — Du président du conseil d'administration assisté du secrétaire-trésorier;

2^o — Du vice-président;

3^o — Des délégués des sections, membres du conseil d'administration, dont le plus ancien constitue avec le président et le vice-président, le bureau de l'assemblée;

4^o — De délégués spéciaux désignés par les villages à raison de 1 par 250 sociétaires, les petites agglomérations pouvant se grouper afin de réunir le chiffre minimum de 250 sociétaires donnant droit à un délégué. Ces délégués spéciaux sont désignés dans les mêmes formes que les membres des commissions de section.

L'assemblée générale se réunit au siège social sur convocation de son président chaque fois que les cir-

constances l'exigent, et obligatoirement dans la semaine qui suit les réunions obligatoires du conseil d'administration, pour prendre connaissance du compte rendu de la situation morale et financière de la société pendant l'exercice écoulé, et procéder à l'examen du budget et du programme d'améliorations agricoles de l'exercice suivant.

Elle est valablement constituée lorsque la moitié des délégués spéciaux plus un sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage la voix du président est prépondérante.

TITRE III

ART. 11. — Les ressources financières de la société doivent être exclusivement consacrées à des opérations dont l'objet réponde à l'un des buts définis à l'article 2 des statuts et au paiement des indemnités ou remises prévues aux articles 4 et 5.

ART. 12. — Le fonds spécial de la société est constitué comme indiqué à l'article 10 de l'arrêté du 31 décembre 1934.

ART. 13. — Les cotisations sont recouvrées en même temps que l'impôt de capitation.

L'état en est établi annuellement dans les formes où sont établis les rôles de l'impôt de capitation et perçus comme le prescrit l'article 11 de l'arrêté susvisé du 31 décembre 1934.

Le secrétaire-trésorier donne reçu des sommes qui lui sont versées.

Pourront être exonérés du paiement de leurs cotisations les sociétaires qui en cas de sinistre, obtiendraient du Commissaire de la République la remise de leur impôt de capitation.

Ils le seront dans la mesure même où aura été octroyée l'exemption provisoire de l'impôt.

Le taux des cotisations sera fixé chaque année par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 14. — Les prêts consentis par la société de prévoyance sont de trois sortes :

Prêts annuels en nature;

Prêts exceptionnels en espèces;

Prêts mutuels agricoles à court, moyen et long terme.

1^o — Les prêts annuels en nature sont des prêts de semences, obligatoirement remboursables à la récolte qui suit l'époque à laquelle ils ont été consentis.

Le conseil d'administration de la société fixe les quantités maxima de graines pouvant faire l'objet de ces prêts.

Le remboursement a lieu en nature.

Le bénéficiaire du prêt doit rendre à la société la quantité reçue par lui majorée de 20%.

Les prêts en nature sont accordés par la commission de la section à laquelle appartient l'emprunteur sous réserve d'en rendre compte au président du conseil d'administration.

2° — Les prêts exceptionnels en espèces, d'une durée maxima d'un an ne sont consentis qu'en cas d'accident, maladie ou de circonstances extraordinaires. Ils portent intérêt à 5%.

Leur montant ne peut en aucun cas excéder deux cents francs et ils sont accordés par le conseil d'administration. Dans le cas où par suite de force majeure, le bénéficiaire de prêts exceptionnels en espèces ne peut se libérer dans le délai prescrit, le conseil peut, après enquête, en proroger l'échéance d'un an ou proposer la remise partielle ou totale de la dette à l'assemblée générale qui statue à son sujet.

3° — Des prêts mutuels agricoles, à court, moyen et long terme peuvent être consentis par le conseil d'administration dans les conditions déterminées à l'article 12 de l'arrêté local n° 666 du 31 décembre 1934, à savoir :

a) Les prêts mutuels agricoles à court terme ne peuvent être consentis que pour une année au maximum leur montant ne peut dépasser 500 francs.

b) Les prêts mutuels agricoles à moyen terme ne peuvent être consentis pour une période supérieure à cinq ans et leur maximum doit être inférieur ou au plus égal à 2.500 francs.

c) Exceptionnellement, pourront être consentis des prêts pour une durée supérieure à cinq ans, mais qui ne saurait dépasser dix ans et dont le montant pourra au plus atteindre 5.000 francs.

Tous ces prêts mutuels agricoles porteront intérêt à 5%.

Les prêts à court terme devront toujours être couverts par la valeur des récoltes ou le revenu présumé de l'exploitation qui ont motivé l'emprunt.

Les prêts à moyen et long terme devront être garantis par caution de deux sociétaires notables et solvables acceptés par le conseil d'administration.

ART. 15. — Les secours qui peuvent être consentis conformément aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté du 31 décembre 1934 ne pourront dépasser 180 francs par sociétaire.

ART. 16. — La société s'interdit de recevoir des dépôts. Elle pourra après approbation du Commissaire de la République contracter des assurances et des emprunts.

Jusqu'à nouvel ordre, ces emprunts ne sont autorisés qu'auprès de la caisse centrale de crédit agricole du Territoire et conformément aux dispositions du règlement intérieur de cette caisse.

Le remboursement des emprunts collectifs contractés à la caisse centrale de crédit agricole est garanti par la caution conjointe et solidaire de tous les membres de la collectivité.

ART. 17. — Il convient de se référer aux actes visés à l'article 1^{er} pour ce qui n'est pas prévu aux présents statuts.

ART. 18. — Les présents statuts sont soumis à l'ap-

probation du Commissaire de la République en conseil d'administration.

A le 193

Le président de la société de prévoyance,

Vu pour être annexé à l'arrêté n° 666 du 31 décembre 1934, relatif au fonctionnement des sociétés de prévoyance.

Le Commissaire de la République,

BOURGÈNE.

Secours

ARRETE N° 667 réglementant la concession de secours éventuels accordés sur les fonds du budget local ou annexe et mettant à la charge du Territoire les frais funéraires des fonctionnaires décédés.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté ministériel en date du 29 juillet 1916 déterminant les conditions d'autorisation pour l'exhumation et le transfert en France ou dans l'une de nos possessions d'outre-mer des restes mortels des personnes décédées dans les colonies ensemble les arrêtés ministériels du 17 novembre 1924 et du 20 avril 1933 le complétant;

Vu l'arrêté ministériel du 21 avril 1919 réglementant l'attribution des secours accordés sur les fonds du budget général et des budgets locaux modifié par les arrêtés des 23 octobre 1920 et 31 mai 1921;

Vu l'arrêté n° 66 du 25 février 1925 réglant les conditions de transfert des restes mortels de fonctionnaires décédés au Togo;

Vu la circulaire du ministre des colonies en date du 28 novembre 1928;

Vu l'arrêté n° 269 bis du 25 mai 1929 fixant les modalités d'attribution et le taux des secours à allouer aux veuves et aux orphelins de fonctionnaires européens décédés au service du Territoire;

Vu l'arrêté n° 47 du 24 janvier 1933 portant réglementation de sépultures au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont réglées comme suit la concession de secours éventuels accordés sur les fonds des budgets local ou annexe et la participation financière du Territoire aux frais funéraires des fonctionnaires décédés en service au Togo et rémunérés par les dits budgets, ainsi que des membres de leur famille.

TITRE PREMIER

SECOURS ÉVENTUELS

ART. 2. — L'allocation de secours éventuels au compte des budgets local ou annexe du Togo est réglée comme suit :

§ 1^{er} — Anciens fonctionnaires, employés ou agents.

Peuvent recevoir des secours :

1^o — Les anciens fonctionnaires, employés ou agents licenciés du service pour toute autre cause que par mesure disciplinaire et qui ne sont pas titulaires d'une pension;

2^o — Les anciens fonctionnaires, employés et agents titulaires d'une pension peu importante;

3^o — Les anciens fonctionnaires, employés et agents en instance de pension dont la situation pécuniaire justifie l'octroi d'une allocation provisoire.

§ 2. — Veuves.

Peuvent recevoir des secours :

1^o — Les veuves d'anciens fonctionnaires, employés ou agents non pensionnés;

2^o — Les veuves titulaires d'une pension peu élevée;

3^o — Les veuves en instance de pension dont la situation pécuniaire justifie l'octroi d'une allocation provisoire;

4^o — Les veuves remariées lorsqu'elles sont chargées de famille du fait de leur premier mariage ou dans l'incapacité de travailler, et si le second mari est dans l'impossibilité de leur venir en aide.

En cas de divorce ou de second veuvage, l'intéressée ne pourra solliciter un secours que si elle a des enfants mineurs issus de son premier mariage.

En cas d'indignité de la mère, ou d'abandon des enfants, ceux-ci sont considérés comme orphelins.

§ 3. — Orphelins.

Peuvent recevoir des secours :

1^o — Les orphelins mineurs légitimes des fonctionnaires, employés et agents décédés sans leur laisser de droits à une pension annuelle;

2^o — Les orphelins mineurs titulaires d'une pension annuelle reconnue insuffisante;

3^o — Pendant la durée de leur minorité, les enfants naturels reconnus;

4^o — Les orphelins même majeurs malades ou infirmes et reconnus incapables de pourvoir à leur subsistance;

5^o — Les orphelines jusqu'à leur mariage.

§ 4. — Ascendants.

Peuvent recevoir des secours, les ascendants en ligne directe lorsqu'ils étaient à la charge du fonctionnaire, employé ou agent décédé.

§ 5. — Autres bénéficiaires.

Les personnes étrangères à l'administration, ainsi que leurs veuves, orphelins ou ascendants, peuvent être appelés à bénéficier de secours éventuels pour services rendus au Territoire.

ART. 3. — Toute demande de secours est établie sur papier libre et signée par l'intéressé, à moins qu'il ne soit dans l'impossibilité absolue de remplir cette obligation. Elle devra être adressée au Commissaire de la République.

ART. 4. — Le montant des secours attribués conformément aux dispositions qui précèdent est fixé, après enquête justifiant leur opportunité, par arrêté du Commissaire de la République d'après la situation pécuniaire du demandeur, la nature, la durée des services invoqués, l'âge ou la situation particulière et dans la limite des crédits inscrits à ce titre aux budgets local ou annexe.

ART. 5. — Le renouvellement d'un secours éventuel ne peut être consenti, le cas échéant, que sur la demande expresse des intéressés et suivant la procédure prévue aux articles 3 et 4.

ART. 6. — En cas de décès du chef de famille, la veuve ou, à défaut, les enfants d'un fonctionnaire ou d'un agent contractuel rétribué sur les fonds des budgets local ou annexe peuvent, sur leur demande, et à la condition que celle-ci soit formulée dans les trois mois qui suivent le décès, recevoir un secours éventuel dans les limites fixées à l'alinéa suivant. Par dérogation aux dispositions de l'article 4, la formalité de l'enquête préalable est alors supprimée.

Le montant de ce secours est au plus égal à deux mois de la solde de présence majorée du supplément colonial, si le défunt appartenait à un cadre général, ou spécial créé par décret, ou à un cadre local européen; le secours ne peut excéder un mois de solde de présence s'il s'agit de la famille d'un agent d'un cadre local indigène.

En ce qui concerne les agents contractuels, le montant du secours est limité au premier ou au second de ces maxima selon que les clauses du contrat prévoyaient ou ne prévoyaient pas l'attribution du supplément colonial.

Peut être également demandée, dans les mêmes conditions, la concession d'un secours au profit des ascendants. Il ne peut être supérieur à la moitié de la quotité prévue pour la veuve ou les orphelins.

Les secours ainsi accordés sont imputables au chapitre du budget local ou annexe qui supportait la solde du fonctionnaire ou de l'agent décédé.

TITRE II

FRAIS FUNÉRAIRES.

ART. 7. — Sont mis à la charge du budget local ou du budget annexe les frais funéraires des fonctionnaires des cadres généraux, communs supérieurs, communs secondaires ou locaux et agents contractuels rémunérés sur les dits budgets ainsi que des membres de leur famille (conjoint ou enfants), décédés au Territoire.

ART. 8. — Les frais funéraires comprennent les dépenses occasionnées par :

- 1^o — La confection du cercueil;
- 2^o — Le transport du corps de la maison mortuaire au lieu d'inhumation ou au dépositaire;
- 3^o — Le service religieux;
- 4^o — L'achat, s'il y a lieu, d'une concession, au cimetière.
- 5^o — L'inhumation dans un cimetière du Territoire.
- 6^o — L'érection de la tombe dans un cimetière du Territoire.

Ces frais funéraires pourront être remboursés en totalité ou en partie, sur leur demande et dans les limites fixées aux articles 9, 10 et 11 ci-après, aux familles qui en auront fait l'avance.

Ce remboursement est subordonné à la production des pièces justificatives des débours.

ART. 9. — *Confection du cercueil.* — Le cercueil est confectionné conformément au modèle adopté par l'administration. Une description en est déposée à la résidence du chef-lieu de chacun des cercles du Territoire.

Le remboursement jusqu'à concurrence du prix de revient de ce modèle pourra être accordé aux familles qui auront fait confectionner à leurs frais un cercueil du type prévu par les règlements concernant les exhumations et les transferts en France des restes mortels des personnes décédées aux colonies.

ART. 10. — *Service religieux.* — La classe du service religieux fixée selon le grade du fonctionnaire ou agent décédé, est déterminée comme suit :

Service hors classe :

Fonctionnaires des 1^{re} et 2^e catégories des cadres généraux, locaux, européens et assimilés.

Première classe :

Fonctionnaires des 3^e catégories et suivantes des cadres généraux, locaux européens et assimilés.

Deuxième classe :

Fonctionnaires et agents des 3 premières catégories des cadres locaux.

Troisième classe :

Fonctionnaires et agents des autres catégories des cadres locaux.

ART. 11. — *Tombes.* — L'érection des tombes est en principe assurée par l'administration conformément à un modèle établi par le service des travaux publics. Une épure du modèle type est déposée à la résidence du chef-lieu de chacun des cercles du Territoire.

Toutefois, les familles qui auront assuré, à leurs frais, la construction de la tombe pourront en obtenir le remboursement jusqu'à concurrence du prix de revient prévu pour le modèle adopté par l'administration.

Le modèle de tombe choisi par la famille devra dans ce cas être soumis à l'approbation préalable du Commissaire de la République.

ART. 12. — *Transport des restes mortels.* — La participation des budgets local ou annexe aux dépenses

de transport des restes mortels dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 29 juillet 1916, d'un fonctionnaire des cadres réguliers ou agent contractuel décédé en service au Togo, ou d'un membre de sa famille régulièrement autorisé à l'accompagner au Territoire, peut être accordée sur la demande d'un ascendant, descendant ou du conjoint du défunt, et à la condition que le transport des restes soit effectué dans un délai de dix années à compter du jour du décès.

La demande, adressée au Commissaire de la République, doit être accompagnée d'un engagement du requérant de supporter les frais de toute nature excédant la quote-part du Territoire telle qu'elle est fixée à l'alinéa suivant.

La part contributive du Territoire est au plus égale au montant du coût du transport d'un fonctionnaire vivant, de la même catégorie que celle du défunt ou de son chef de famille, du lieu de la résidence coloniale au lieu d'inhumation définitive.

Elle est mandatée sur présentation du certificat d'embarquement du cercueil au nom du requérant ou d'un mandataire régulièrement constitué.

ART. 13. — Les dépenses résultant de l'application des articles 7, 8, 9, 10, 11 et 12 du présent arrêté sont imputables au budget local ou au budget annexe.

ART. 14. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires et notamment les arrêtés locaux des 25 février 1925 et 25 mai 1929 susvisés.

ART. 15. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1934.

BOURGINE.

Service topographique

ARRETE N° 668 accordant aux particuliers le concours des agents du service topographique pour les travaux de levés de plans et de nivellements.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 88 en date du 5 mars 1925 fixant les droits qu'auront à verser à la caisse du conservateur de la propriété foncière les particuliers désirant recourir aux agents du service topographique pour l'établissement des croquis, bornages et repérages relatifs à des concessions et à des propriétés particulières;

Sur la proposition du conservateur de la propriété foncière;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'administration peut, dans la limite de ses disponibilités en personnel, accorder aux particuliers le concours des agents du service topographique pour les travaux de levés de plans et de nivellements.

Les travaux réclamés et effectués ont le caractère, non d'un service public, mais d'une cession aux particuliers. En conséquence, l'administration n'encourt aucune responsabilité du fait de leur exécution. En outre, l'exécution de travaux topographiques pour les particuliers, n'implique nullement la reconnaissance de leurs droits de propriété par l'administration, il ne peut donc, en aucun cas, être fait état de ce consentement dans les revendications immobilières soit contre l'administration soit contre les tiers.

Tout particulier qui désire le concours du service topographique doit adresser une demande, établie sur timbre, au Commissaire de la République.

Toutefois, pour une consultation de plan, il doit s'adresser directement au représentant du service topographique muni d'une quittance des droits délivrée par le conservateur de la propriété foncière.

ART. 2. — Le tarif des travaux exécutés par la section topographique pour le compte des particuliers est fixé comme suit :

I — DÉTERMINATION ET LEVER DE PLAN.

a) *Tarif urbain et suburbain.* — Ce tarif est applicable aux propriétés bâties ou non bâties situées à l'intérieur des villes et des faubourgs ou dans l'intérieur des centres lotis.

Pour les terrains d'une superficie inférieure à 1 hectare : 200 francs.

Pour les terrains d'un hectare et au-dessus (toute fraction d'hectare devra compter pour un hectare) une somme fixe de 200 francs augmentée de 175 francs par hectare au-dessus du premier hectare.

Pour le lever et le report sur le plan des bâtiments existants sur le terrain, une somme fixe de 100 francs.

Pour chacune des bornes figurées sur le plan, une somme fixe de 25 francs.

Pour chaque borne remise en place, une somme fixe de 25 francs.

b) *Tarif rural.* — Ce tarif est applicable aux propriétés bâties ou non bâties qui sont situées en dehors des villes et des faubourgs ou des centres lotis.

Pour les terrains d'une superficie égale ou inférieure à 1 hectare une somme fixe de 300 francs.

De 1 à 5 hectares, une somme fixe de 300 francs augmentée de 125 francs, par hectare au delà du premier.

De 5 à 10 hectares, une somme fixe de 800 francs augmentée de 80 francs par hectare au delà du 5^e.

De 10 à 50 hectares, une somme fixe de 1.200 frs. augmentée de 60 francs par hectare au delà du 10^e.

De 50 à 100 hectares, une somme fixe de 3.600 frs. augmentée de 35 francs par hectare au delà du 50^e.

De 100 à 200 hectares, une somme fixe de 5.350 frs. augmentée de 25 francs par hectare au delà du 100^e.

De 200 à 500 hectares, une somme fixe 7.850 frs. augmentée de 18 frs. par hectare au delà du 200^e.

De 500 à 1.200 hectares, une somme de 13.250 frs. augmentée de 12 frs. par hectare au delà du 500^e.

Pour les terrains d'une superficie supérieure à 1.200 hectares, le prix sera établi par décision du Commissaire de la République au vu d'un devis établi par le chef de la section topographique.

Pour le lever et le rapport sur le plan des bâtiments existants sur le terrain; il sera perçu une somme fixe de 100 francs.

Pour chacune des bornes figurées sur le plan, une somme fixe de 25 francs.

Pour chaque borne remise en place, une somme fixe de 25 francs.

II — OPÉRATION DE NIVELLEMENT.

Il sera perçu :

Jusqu'à 10 points, 20 francs par point.

De 10 à 50 points, une somme fixe de 200 francs augmentée de 10 frs. par point à partir du 11^e.

De 50 à 100 points, une somme fixe de 600 francs augmentée de 5 francs par point à partir du 51^e.

Au-dessus de 100 points, une somme fixe de 850 frs. augmentée de 2 frs. par point à partir du 101^e.

III — PLANS COTÉS (AVEC COURBES DE NIVEAU).

Dans le cas de plan coté, quelle que soit l'équidistance des courbes, le tarif urbain ou rural, suivant le cas, s'ajoutera au tarif de nivellement.

IV — COPIE DE PLAN.

Il sera perçu pour tout plan ou tout extrait de plan nécessitant une feuille grand aigle 102×75 : 300 frs.

1/2 Feuille grand aigle 51×75 : 200 frs.

1/4 Feuille grand aigle 37×51 : 150 frs.

1/8 Feuille grand aigle 37×25 : 100 frs.

V — REPRODUCTIONS PHOTOGRAPHIQUES DE PLANS.

Il sera décompté pour tout tirage :

Feuille grand aigle 50 frs.

1/2 Feuille grand aigle 25 frs.

1/4 Feuille grand aigle 15 frs.

1/8 Feuille grand aigle 10 frs.

VI — CONSULTATION DE PLANS.

La redevance visée à l'article 1^{er} du présent arrêté pour la consultation d'un plan est fixée à 5 frs.

Les consultations de plans sont gratuites pour les divers services de la colonie. Ils pourront demander également, à titre de cessions remboursables, des copies ou des reproductions photographiques.

Il leur sera appliqué le même tarif que ci-dessus.

Les autorisations de cessions seront accordées dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article premier, sur demande officielle des services.

Les plans seront délivrés dans les conditions prévues par l'article 4.

ART. 3. — Les tarifs mentionnés aux § 1 a) 1 b) II, III, comprennent :

La surveillance de la mise en place des bornes, ou des repères de nivellement, le lever du plan, son dessin, le dessin des profils ou du plan coté, et la remise d'un exemplaire au particulier.

ART. 4. — Les plans, copies ou reproductions accompagnés d'un état de frais dressé par le service topographique seront transmis au conservateur de la propriété foncière, qui en fera remise aux intéressés contre paiement desdits frais, lesquels seront portés en charge dans ses écritures au titre de recettes du service topographique.

Dispositions générales

ART. 5. — La fourniture, le transport et la mise en place des bornes, ainsi que s'il y a lieu, le débroussaillage qui sont à la charge des particuliers peuvent, sur leur demande être assurés à leurs frais par l'administration.

L'état des frais correspondants sera dressé par le service topographique et envoyé au conservateur de la propriété foncière.

Les bornes employées devront être du modèle en usage à la section topographique. Elles pourront être fournies par l'administration, au prix de 40 frs. l'une, prises au chantier de fabrication.

ART. 6. — Les frais de déplacement des opérateurs, de leurs aides et de transport du matériel, sont mis à la charge des particuliers intéressés dans les conditions ci-après :

a) Il sera d'abord perçu une indemnité de 140 frs. par agent européen et de 5 frs. par manœuvre, par demi-journée passée en voyage à l'aller et au retour.

b) Les moyens de transport qui sont nécessaires au géomètre tant pour lui-même que pour ses aides, ses instruments et ses bagages, pour se déplacer du lieu de sa résidence et sur l'étendue des terrains à délimiter et à lever, pourront lui être fournis directement par les particuliers.

Ces transports peuvent être assurés par l'administration sur la demande des intéressés et à leurs frais.

ART. 7. — Toute demande de concours du service topographique implique l'acceptation de payer les redevances afférentes à première réquisition de l'administration.

Celle-ci se réserve toutefois la faculté de faire verser le coût approximatif des opérations avant l'exécution de tout travail.

Le règlement définitif s'opérerait suivant les dispositions de l'article 4.

ART. 8. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté et notamment l'arrêté du 5 mars 1925 susvisé.

ART. 9. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1934.

BOURGINE.

Commune mixte de Lomé

ARRETE N° 670 autorisant la commune mixte de Lomé à s'imposer en 1935 et lui attribuant certaines recettes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

- Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932, déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime financier et administratif des communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé;

Vu le procès-verbal de la délibération de la commission municipale en date du 3 novembre 1934;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La commune mixte de Lomé est autorisée à s'imposer en 1935 des centimes additionnels au principal des contributions directes jusqu'à concurrence de dix centimes.

ART. 2. — Il est attribué pour 1935 à la commune mixte de Lomé :

1° — Quatre cinquièmes du produit de :

Taxe fixe de l'impôt personnel (européens et indigènes).

Impôt sur la population flottante.

Impôt des patentes et licences.

Taxe sur les véhicules.

Impôt sur propriétés bâties.

Impôt sur propriétés non bâties.

2° — Totalité du montant du rachat des prestations.

ART. 3. — Il est attribué pour 1935 à la commune mixte de Lomé trois quarts du produit des amendes infligées par les tribunaux de simple police, de police correctionnelle et les juridictions contentieuses pour les contraventions et délits commis sur son territoire.

ART. 4. — Il est attribué pour 1935 à la commune mixte de Lomé trois quarts du produit des amendes

administratives et des amendes prononcées par les tribunaux indigènes pour les infractions commises sur son territoire.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1934.

BOURGINE.

ARRETE N° 672 portant approbation du budget de la commune mixte de Lomé, exercice 1935.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 30 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo; ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté du 30 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé;

Vu le procès-verbal de la délibération de la commission municipale de Lomé en date du 3 novembre 1934;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est arrêté le budget de la commune mixte de Lomé pour l'exercice 1935, en recettes et en dépenses à la somme de un million cent soixante neuf mille six cents frs. (1.169.600).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1934.

BOURGINE.

Budgets de la chambre de commerce

ARRETE N° 673 portant approbation du budget additionnel de la chambre de commerce (exercice 1934).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1928 portant réorganisation de la chambre de commerce du territoire du Togo, ensemble l'arrêté du 12 juillet 1928 le modifiant;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le budget additionnel de la chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1934 arrêté en recettes et en dépenses à la somme de dix neuf mille cinq cents frs. (19.500 frs.).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1934.

BOURGINE.

ARRETE N° 674 portant approbation des budgets ordinaire et extraordinaire de la chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1935.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 12 janvier 1928 portant réorganisation de la chambre de commerce du territoire du Togo et les actes subséquents qui l'ont modifié, notamment l'arrêté du 12 juillet 1928;

Vu les procès-verbaux des séances de la chambre de commerce des 15 et 18 décembre 1934 approuvant les projets de budgets ordinaire et extraordinaire de cette compagnie pour l'exercice 1935;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés :

1^o — Le budget ordinaire de la chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1935 arrêté en recettes et en dépenses à la somme de deux cent seize mille cent quarante frs. (216.140 frs.).

2^o — Le budget extraordinaire de cette compagnie, pour le même exercice, arrêté, en recettes et en dépenses à la somme de quatre vingt mille francs (80.000 frs.).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1934.

BOURGINE.

Contributions directes

Par arrêté du :

31 décembre 1934. — Sont admises en non-valeurs les cotes irrécouvrables des contributions directes ex. 1933 ci-après désignées :

Impôt personnel (indigène ayant moins de 10.000 francs de revenu).

Anécho — Catégories supérieures	1.050,00
Anécho — Catégories ordinaires	28.500,00
Anécho — Catégories ordinaires	3.600,00

Rachat de prestations indigènes

Anécho — Catégories supérieures . . .	270,00
Anécho — Catégories ordinaires . . .	25.650,00
Anécho — Catégories ordinaires . . .	3.294,00

Taxe d'assistance médicale indigène

Anécho — Catégories supérieures . . .	525,00
Anécho — Catégories ordinaires . . .	17.100,00
Anécho — Catégories ordinaires . . .	2.196,00

Patentes

Lomé (Tsévié)	270,00
-------------------------	--------

Licences

Lomé (Tsévié)	225,00
-------------------------	--------

Véhicules

Sokodé	565,50
Anécho	715,00

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1934.

BOURGINE.

Interdiction du racolage commercial

ARRETE No 679 portant interdiction du racolage commercial.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 novembre 1924 organisant la justice française en Afrique occidentale française et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 24 mars 1923 déterminant au Togo l'exercice des pouvoirs disciplinaires;

Vu l'arrêté du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits;

Vu l'avis de la chambre de commerce du territoire du Togo;
Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le racolage commercial est interdit dans toute l'étendue du territoire du Togo placé sous mandat de la France.

ART. 2. — Est considéré comme racolage commercial le fait par tout individu agissant pour son compte ou pour le compte d'autrui — de contraindre — par dol ou pression de toute nature ne tombant pas directement sous le coup des sanctions prévues par le code pénal — quiconque à lui vendre ou à acheminer sur un endroit déterminé un ou plusieurs produits quelconques du cru.

ART. 3. — Toute personne employant un ou plusieurs individus surpris en flagrant délit de racolage pourra être poursuivie comme complice et punie des mêmes peines que l'auteur principal.

ART. 4. — Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté seront passibles d'une amende de 1 à 15 francs et d'un emprisonnement de 1 à 5 jours ou de l'une de ces deux peines seulement.

Ces peines seront appliquées par voie disciplinaire aux indigènes de statut indigène tandis que les citoyens français et individus assimilés seront déférés devant les tribunaux compétents.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1934.

BOURGINE.

Budgets exercice 1935

ARRETE No 680 rendant provisoirement exécutoires les budgets du Togo pour l'exercice 1935.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 70;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendus provisoirement exécutoires les budgets ci-après du Togo pour l'exercice 1935 — savoir :

Budget local

Arrêté en recettes et en dépenses à la somme de trente et un millions quatre cent quarante trois mille cinq cents francs.

Budget du chemin de fer

Arrêté en recettes et en dépenses à la somme de six millions huit cent huit mille francs.

Budget de l'emprunt

Arrêté en recettes et en dépenses à la somme de un million deux cent quatre mille francs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1934.

BOURGINE.

Conseils de notables

ARRETE N° 1 fixant la date des élections des membres des conseils de notables du Togo et déterminant la composition de chaque conseil.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 4 novembre 1924 réorganisant les conseils de notables indigènes dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, modifié par l'arrêté du 16 janvier 1933;

Vu l'arrêté du 30 janvier 1934 prorogeant les pouvoirs des conseils de notables;

Vu la dépêche ministérielle n° 95 A P en date du 19 septembre 1934;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les élections des membres des conseils de notables du Territoire sont fixées au dimanche 13 janvier 1935.

Elles auront lieu dans chaque chef-lieu du cercle ou de subdivision dans la salle d'audience du tribunal sous la présidence du commandant de cercle ou de subdivision assisté des deux plus jeunes et des deux plus vieux électeurs présents dans la salle à l'ouverture du scrutin.

Le scrutin sera ouvert de 8 à 10 heures.

En cas de ballottage la deuxième consultation aura lieu le même jour de 10 heures 1/2 à midi.

ART. 2. — La composition de chaque conseil de notables est fixée de la manière suivante :

Lomé :

16 Chefs de quartier ou de famille,
14 Chefs de canton ou de village.

Anécho :

16 Chefs de quartier ou de famille,
14 Chefs de canton ou de village.

Klouto :

8 Chefs de quartier ou de famille,
8 Chefs de canton ou de village.

Atakpamé :

8 Chefs de quartier ou de famille,
8 Chefs de canton ou de village.

Sokodé :

12 Chefs de canton ou de village.

Bassari :

12 Chefs de canton ou de village.

Lama-Kara :

12 Chefs de canton ou de village.

ART. 3. — Les administrateurs des cercles de Lomé, Anécho, Klouto, Atakpamé et Sokodé et les chefs des subdivisions de Bassari et Lama-Kara sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 3 janvier 1935.

BOURGINE.

Sociétés sportives

ARRETE N° 3 autorisant la constitution d'une société.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la demande en date du 27 novembre 1934 et les statuts y annexés;

Vu les articles 291 à 294 du code pénal;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la création dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France d'une société sportive dénommée « L'Essor », dont les statuts sont annexés à la demande susvisée.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 janvier 1935.

BOURGINE.

ARRETE N° 4 autorisant la constitution d'une société.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la demande en date du 20 octobre 1934 et les statuts y annexés;

Vu les articles 291 à 294 du code pénal;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la création dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France d'une société sportive dénommée « L'Etoile Filante », dont les statuts sont annexés à la demande susvisée.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 janvier 1935.

BOURGINE.

ARRETE N° 5 autorisant la constitution d'une société.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la demande en date du 10 octobre 1934 et les statuts y annexés;

Vu les articles 291 et 294 du code pénal;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la création dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France d'une société sportive dénommée « Société Modèle », dont les statuts sont annexés à la demande susvisée.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 janvier 1935.

BOURGINE.

Rôles primitifs

Par arrêté du :

7 janvier 1935. — Sont approuvés et rendus exécutoires divers rôles primitifs afférents à l'exercice 1935, dont détail ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	Centimes additionnels		TOTAL
				Budget local et Chambre de Commerce	Commune Mixte	
105	Anécho	Impôt pers. et taxe addition.	4.003,25	—	—	4.003,25
79	—	Impôt personnel indigène	17.780,00	—	—	17.780,00
80	Lomé (C.M.)	—	40.260,00	—	4.026,00	44.286,00
81	— (Subd.)	—	201.240,00	—	—	201.240,00
82	Anécho	Rachat prestations (européens)	600,00	—	—	600,00
83	—	Rachat prestations (indigènes)	72,00	—	—	72,00
84	—	—	4.356,00	—	—	4.356,00
85	Lomé (C.M.)	—	32.850,00	—	—	32.850,00
86	Lomé (Subd.)	—	168.588,00	—	—	168.588,00
87	Anécho	Impôt foncier	522,10	—	—	522,10
88	—	—	2.706,00	—	—	2.706,00
89	—	—	319,49	—	—	319,49
90	Lomé (C.M.)	Patentes	90.400,00	31.640,00	9.040,00	131.080,00
91	—	—	4.350,00	1.522,50	—	6.307,50
92	— (Subd.)	—	4.000,00	1.400,00	—	5.400,00
93	Atakpamé	—	29.320,00	10.262,00	—	39.582,00
94	Lomé (C.M.)	Licences	44.900,00	22.450,00	4.490,00	71.840,00
95	—	—	3.000,00	1.500,00	300,00	4.800,00
96	— (Subd.)	—	1.800,00	900,00	—	2.700,00
97	— (Tsévié)	Armes perfectionnées	140,00	—	—	140,00
98	Anécho	Véhicules	5.700,00	1.710,00	—	7.410,00
99	Lomé (Tsévié)	—	1.500,00	450,00	—	1.950,00
100	Anécho	Taxe d'hygiène	840,00	—	—	840,00
101	—	Taxe d'A.M.I.	280,00	—	—	280,00
102	—	—	8.890,00	—	—	8.890,00
103	Lomé (C.M.)	—	24.156,00	—	—	24.156,00
104	— (Subd.)	—	120.744,00	—	—	120.744,00

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 12 janvier 1935.

Budgets — Prorogation de l'exercice 1934

ARRETE N° 6 portant prorogation d'exercice du budget local, du budget d'emprunt et du budget du chemin de fer.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 65 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu les décrets des 20 juin et 5 août 1934 portant approbation des budgets du Togo pour l'exercice 1934;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est prorogée jusqu'au 28 février 1935 la période pendant laquelle pourront se consommer les frais de dépenses afférentes aux travaux ci-après désignés :

Budget local**CHAPITRE XI. — Art. 1. — § 2.**

Anécho. — Réparations des toitures du poste, du dispensaire et de la prison de Tabligbo.

Atakpamé. — Réfection des marchés d'Amakpavé, Boco Lodji et Dadja.

CHAPITRE XI. — Art. 2. — § 1.

Travaux publics. — Entretien des voies intercoloniales.

CHAPITRE XI. — Art. 2. — § 2.

Anécho. — Réfection routes Anécho-Tabligbo et Anécho-Lomé.

Elargissement des chaussées des ponts d'Adjido et de Zébé.

CHAPITRE XI. — Art. 3. — § 1.

Travaux publics. — Réfection toiture Commissariat de la République et travaux de peinture.

Réfection des peintures de la direction des travaux publics, du secrétariat général et trésor, de l'hôpital européen de Lomé, de la direction des P. T. T.

Installation de l'arrosage des jardins de l'hôtel du Commissariat de la République.

Réfection totale de la toiture du garage de l'hôtel du Commissariat de la République.

Réfection totale de la toiture et de l'installation sanitaire du bâtiment n° 8.

Clôture du groupe sanitaire de l'hôpital de Lomé aménagement d'une salle d'autopsie.

Transformation et remise à neuf du bâtiment ouest du camp des gardes.

Réfection de la toiture des bâtiments du chef de poste et des gardes de la douane de Zolo.

Transformation à l'hôpital européen.

Mango. — Remise en état case de passage.

Réparation deux bâtiments de la prison.

Klouto. — Grosses réparations du bâtiment en U à l'usage d'annexe.

Restauration et transformation de bâtiments en pavillon d'hospitalisation.

Atakpamé. — Réparation à la résidence de Nuatja.

Sokodé. — Réfection des bureaux du cercle.

CHAPITRE XI. — Art. 3. — § 2.

Sokodé. — Pont de Boussalo, route de Bassari.

Construction d'un ponceau à Amaudé.

Mango. — Ponts principal et secondaire de Naboulgou.

Pont Gesincourt de Souté.

Anécho. — Pont d'Essé Godjin et ponts de la route de Tokpli à Agomé-Glozou.

Atakpamé. — Construction des ponceaux de Chra.

Lomé. — Réfection route Lomé — Tsévié.

Travaux publics. — Voies intercoloniales.

CHAPITRE XI. — Art. 4. — § 1.

Mango. — Construction de centres de zootechnie.

CHAPITRE XI. — Art. 5. — § 1.

Travaux publics. — Aménagement du champ d'aviation de Lomé.

Atakpamé. — Aménagement du champ d'aviation de Kamina.

CHAPITRE XI. — Art. 6. — § 1.

Sokodé. — Construction de l'école de Bafilo.

CHAPITRE XX. — Art. 2. — § 1.

Sokodé. — Formation sanitaire de Kouméa.

CHAPITRE XX. — Art. 2. — § 2.

Travaux publics. — Pont de Zébé.

Klouto. — Route Klouto — Kametonou.

Budget de l'emprunt**CHAPITRE IV. — Art. 4. — § 2.**

C. F. T. — Achèvement ballastage 4^e section.

CHAPITRE XIII. — Art. 2. — § 4.

Sokodé. — Prophylaxie agronomique.

CHAPITRE XIII. — Art. 2. — § 5.

Travaux publics. — Léproserie de Kainkoyé.

Lomé. — Léproserie de Kainkoyé.

Budget du chemin de fer et du wharf**CHAPITRE VIII. — Art. 1.**

Prélèvement sur le fonds de renouvellement.

ART. 2. — Le chef du secrétariat général, le chef du service des travaux publics, le chef du service du chemin de fer, les commandants des cercles de Lomé, Aného, Klouto, Atakpamé, Sokodé, Mango sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 4 janvier 1935.

BOURGINE.

ACTES DU PRÉSIDENT DE LA COUR D'APPEL DE L'A. O. F.

COUR D'ASSISES

Nous, BOULARD, président de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française, officier de la légion d'honneur,

Vu les articles 251, 253, 258, 259 et 260 du code d'instruction criminelle local;

Après avis de M. le Procureur général,

Ordonnons :

Une session d'assises s'ouvrira à Lomé (Togo), le lundi vingt huit janvier mil neuf cent trente cinq à huit heures;

Et nous désignons nous-même pour présider ladite session;

Fait en notre cabinet au palais de justice à Dakar (Sénégal), le douze décembre mil neuf cent trente quatre.

BOULARD.

ROLE DE LA COUR D'ASSISES DU TOGO

séant à Lomé

Session du 28 janvier 1935

N° D'ORDRE	DATE DES AUDIENCES	NOMS DES ACCUSÉS	ACCUSATION
1	28 janvier 1935	COMLAN Théodore KLITSE Tobias	Falsification de billets de banque et usage de billets falsifiés
2	29 janvier 1935	SANVI Gabriel	Vols qualifiés (sur opposition de l'accusé)

Le Président des assises.

BOULARD.

NOMINATIONS, MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Affaires courantes

Par décret du :

1^{er} décembre 1934. — M. FRÉAU (Henri, Eugène), administrateur en chef des colonies a été chargé de l'expédition des affaires courantes du territoire du Togo pendant l'absence du Commissaire de la République.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Démission

Par arrêté du :

25 décembre 1934. — La démission de son emploi offerte par M. MARTIN Victor, instituteur principal de 1^{re} classe du cadre local du Togo, est acceptée pour compter de la veille du jour de son embarquement à destination de l'A. E. F.

Radiation

Par arrêté du :

25 décembre 1934. — M^{me} MARTIN Henriette, institutrice de 5^e classe du cadre métropolitain, affectée en A. E. F., est rayée du cadre local du Togo pour compter de la veille du jour de son embarquement à destination de Brazzaville.

Licenciement pour suppression d'emploi

Par décision du :

1^{er} janvier 1935. — Madame JAËU Andrée, dame-dactylographe auxiliaire, est licenciée pour suppression d'emploi, pour compter du 1^{er} janvier 1935.

Nominations — Affectations

Par arrêtés des :

31 décembre 1934. — M. PRADIER, payeur de 2^e classe des trésoreries, est nommé provisoirement, à compter du 1^{er} janvier 1935, préposé du trésor à Lomé.

Est nommé receveur municipal de la commune mixte de Lomé pour compter du 1^{er} janvier 1935 M. PRADIER préposé du trésor à Lomé.

Le cautionnement auquel est assujéti ce comptable en sa qualité de préposé par l'article 117 du régime financier sera en outre, affecté à sa gestion de receveur municipal conformément aux prescriptions du dernier paragraphe de l'article 124 du décret du 30 décembre 1912.

Par décisions des :

31 décembre 1934. — M. BARBERO, élève-administrateur des colonies, arrivé à Lomé par s/s *Touareg* le 28 décembre 1934, est affecté au bureau des finances.

4 janvier 1935. — M. LAMY CHARRIER, chef ouvrier d'art après 66 mois des chemins de fer de l'A. O. F., retour de congé, attendu à Lomé vers le 7 janvier 1935 par s/s *Canada*, est mis à la disposition du chef des services des travaux publics, des chemins de fer et du wharf.

M. TERRAC Jean, adjoint de 1^{re} classe des services civils du Togo, est nommé provisoirement commandant de cercle de Klouto, en remplacement de M. MARY, sous-chef de bureau hors classe de l'administration centrale, en instance de rapatriement, et en attendant l'arrivée d'un commandant de cercle.

Les pouvoirs disciplinaires lui sont conférés dans les conditions du décret du 24 mars 1923.

M. LE GLATIN Yves, commis de 3^e classe des services civils du Togo, est nommé président du tribunal de 1^{er} degré du cercle de Klouto.

8 janvier 1935. — Est abrogée la décision n° 211 du 14 mars 1934 nommant M. SAINT-CRIQ, commis principal de trésorerie, porteur de contraintes.

LAPORTE, commis principal de trésorerie est nommé porteur de contraintes.

7 janvier 1935. — Est nommé moniteur européen d'éducation physique durant le stage d'E. P. faisant l'objet de la décision du 12 novembre 1934, le sergent d'I. C. WALTER Georges, en service aux forces de police.

Le sergent WALTER Georges, aura droit à l'indemnité prévue au tableau annexé à l'arrêté du 20 mai 1933 pour la période correspondant à la durée de ce stage.

Congé — Passage

Par décisions des :

23 décembre 1934. — Un congé de convalescence de 6 mois pour en jouir à 4 Square Léon Guillot à Paris XV^e, est accordé à M. Estrassy Yves, ingénieur de 4^e classe du cadre général des travaux publics des colonies.

Un passage pour la France lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et sa fille âgée de 2 ans 10 mois en 1^{re} classe, 2^e catégorie, sur le paquebot *Banfara* attendu à Lomé vers le 24/25 décembre 1934.

Par décision du :

4 janvier 1935. — Une requisiion de passage de Lomé à Marseille en 1^{re} classe, 1^{re} catégorie B., sur s/s *Canada* attendu à Lomé vers le 18 janvier 1935, est accordée à M. MARY Raoul, sous-chef de bureau hors classe de l'administration centrale du ministère des colonies, rejoignant son poste à Paris.

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les fonds du budget de l'Etat. ministère des colonies, pour compter du jour de la mise en route de M. MARY.

PERSONNEL INDIGÈNE**ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.****Titularisation**

Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. du :

21 décembre 1934. — M. HAZOUMÉ (LÉACICI), médecin auxiliaire de 3^e classe stagiaire, est titularisé dans son emploi, pour compter du 15 décembre 1934, date à laquelle il a accompli son année de stage réglementaire.

Il est attribué à M. HAZOUMÉ un rappel d'ancienneté de deux ans, dix mois, quinze jours, correspondant au temps de service militaire légal effectivement accompli.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Licenciements**

Par décision du :

31 décembre 1934. — Sont licenciés à compter du 1^{er} janvier 1935, pour suppression d'emploi :

ROLLAND François, opérateur journalier de T. S. F.
KOUVI Michel, planton mécanicien de T. S. F. journalier.

Par arrêté du :

3 janvier 1935. — Le commis de 2^e classe des P. T. T. COMLA Anthony Alphonse Benjamin, est licencié de son emploi, pour inaptitude physique non imputable au service, pour compter du 15 janvier 1935.

Par décision du :

4 janvier 1935. — Le planton auxiliaire DOROU Augustin, en service aux travaux publics est licencié pour compter du 15 janvier 1935, pour suppression d'emploi.

Radiation

Par arrêté du :

27 décembre 1934. — Le facteur enregistreur de 1^{re} classe des chemins de fer du Togo DEGANUS Arnold, condamné par le tribunal criminel de Lomé en son audience du 21 décembre 1934 pour détournement de deniers publics, à 3 ans de prison, à la destitution et à l'exclusion, à l'avenir, de toutes fonctions, emplois ou offices publics, est rayé des cadres, pour compter du 21 décembre 1934.

Affectations

Par décisions des :

30 décembre 1934. — L'infirmier vétérinaire auxiliaire Boccovi Jean, est affecté au cercle de Sokodé.

L'intéressé devra assurer le service du poste de contrôle de Sokodé et la surveillance sanitaire de la zone frontière dans les conditions indiquées aux articles 2 et 4 de l'arrêté du 26 juillet 1934.

4 janvier 1934. — Le planton de 8^e classe TAHOULAN Christophe, en service au bureau de l'administration générale est mis à la disposition du chef du service des travaux publics.

Congés

Par décisions des :

24 décembre 1934. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1^{er} au 30 janvier 1935 inclus, au commis des P. T. T. de 3^e classe MALEAUX Joseph, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire;

30 jours, du 25 décembre 1934 au 23 janvier 1935 inclus, à l'ouvrier de 5^e classe des travaux publics AYIKOUË Thomas, en service à l'hôpital de Lomé, pour en jouir au cercle d'Anécho;

30 jours, du 2 au 31 janvier 1935 inclus, à l'ouvrier de 5^e classe des chemins de fer Emmanuel MARTIN, en service à Lomé, pour en jouir à Lomé;

30 jours, du 26 décembre 1934 au 24 janvier 1935 inclus, à l'ouvrier de 2^e classe des chemins de fer MENSAVI Jean, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 décembre 1934. — Est rapportée, en ce qui concerne le chef de train de 8^e classe FOLIKOUË Robert, la décision n° 804 du 4 décembre 1934, accordant congés à divers agents indigènes.

Sanctions disciplinaires

Par décisions des :

1^{er} janvier 1935. — Une punition de 4 jours de suspension de solde est infligée au facteur auxiliaire des chemins de fer LAWSON Daniel, faisant fonctions de chef de gare à Agou, pour « irrégularités constatées dans ses écritures ».

3 janvier 1935. — Une punition de 4 jours de suspension de solde est infligée à l'infirmier de 5^e classe MINASSEH Blaise, pour ivresse et propos déplacés.

FORCES DE POLICE

Tableau d'avancement

Par arrêtés des :

28 décembre 1934. — Sont inscrits au tableau d'avancement pour 1935 (garde indigène) :

1^{re} — Pour le grade d'adjudant :

1^{er} — AMIDOU, brigadier chef 1^{re} classe, N° Mle 149, du peloton d'Atakpamé.

2^{er} — NADIO, brigadier chef 1^{re} classe, N° Mle 898, du peloton de Sokodé.

2^o — Pour le grade de brigadier chef de 1^{re} classe :

1^{er} — BADANASSI BADA, brigadier chef 2^e classe, N° Mle 146, du peloton de Klouto.

2^{er} — NAM, brigadier chef 2^e classe, N° Mle 396, du peloton de Mango.

3^{er} — DJV QUATARA, brigadier chef 2^e classe, N° Mle 271, du peloton d'Anécho.

3^o — Pour le grade de brigadier chef de 2^e classe :

1^{er} — SALLI BABA, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 254, du peloton de dépôt Lomé.

2^{er} — N'GUSSA, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 395, du peloton de Lomé.

3^{er} — KEDESSEM, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 404, du peloton de Lomé.

4^{er} — MORA, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 830, du peloton d'Anécho.

5^{er} — AFO TAKÉTÉ, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 391, du peloton d'Anécho.

6^{er} — KOKOU TAMBERMA, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 38, du peloton d'Atakpamé.

7^{er} — BESSI, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 1013, du peloton de dépôt Lomé.

8^{er} — ESSO, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 1012, du peloton de dépôt Lomé.

4^o — Pour le grade de brigadier de 1^{re} classe :

1^{er} — MAGA TARAORÉ, brigadier de 2^e classe, N° Mle 849, du peloton de Lomé.

2^{er} — KARIMOU TARAORÉ, brigadier de 2^e classe, N° Mle 311, du peloton de Lomé.

3^{er} — BONKPASSE, brigadier de 2^e classe, N° Mle 936, du peloton de Sokodé.

4^{er} — SIBITI, brigadier de 2^e classe, N° Mle 900, du peloton de dépôt.

5^{er} — SAKARY, brigadier de 2^e classe, N° Mle 632, du peloton d'Anécho.

6^{er} — TIEKOURA BOUGONO, brigadier de 2^e classe, N° Mle 347, du peloton d'Atakpamé.

5^o — Pour le grade de brigadier de 2^e classe :

(A titre exceptionnel)

BOKO, garde de 1^{re} classe, N° Mle 1015, du peloton de dépôt. (ex-sergent de tirailleurs et ex-caporal de la milice).

6° — Pour le grade de brigadier de 2^e classe :

(Police et Sûreté)

1° — KOMBATE, garde 1^{re} classe, N° Mle 646, de la police et sûreté.

2° — OROA, garde 1^{re} classe, N° Mle 949, du détachement de police Lomé.

3° — SETH ANOMAH, garde 2^e classe, N° Mle 958, du détachement de police Lomé.

7° — Pour le grade de 1^{re} classe :

1° — Sossou Emile, garde 2^e classe, N° Mle 935, de la police et sûreté.

2° — TABASSI BORA, garde 2^e classe, N° Mle 773, du détachement de police.

3° — NASSI, garde 2^e classe, N° Mle 820, du détachement de police.

Promotions

Sont nommés ou promus pour compter du 1^{er} janvier 1935 (prise de rang et droit à la solde compris) :

1° — Adjudant :

AMIDOU, brigadier chef 1^{re} classe, N° Mle 149, du peloton d'Atakpamé, tableau d'avancement 1935.

NADIO, brigadier chef 1^{re} classe, N° Mle 898, du peloton de Sokodé, tableau d'avancement 1935.

2° — Brigadier-chef de 1^{re} classe :

BADAMASSI BADA, brigadier-chef 2^e classe, N° Mle 146, du peloton de Klouto, tableau d'avancement 1935.

NAM, brigadier-chef 2^e classe, N° Mle 396, du peloton de Mango, tableau d'avancement 1935.

DJY OUATARA, brigadier-chef 2^e classe, N° Mle 271, du peloton d'Anécho, tableau d'avancement 1935.

3° — Brigadier-chef de 2^e classe :

SALLI BABA, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 254, du peloton de dépôt, tableau d'avancement 1935.

N'GUSSA, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 395, du peloton de Lomé, tableau d'avancement 1935.

KEDESSEM, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 404, du peloton de Lomé, tableau d'avancement 1935.

MORA, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 830, du peloton d'Anécho, tableau d'avancement 1935.

APPO TAKÉTÉ, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 391, du peloton d'Anécho, tableau d'avancement 1935.

4° — Brigadier de 1^{re} classe :

NAPO, brigadier 2^e classe, N° Mle 202, du peloton de Mango, tableau d'avancement 1934.

GARBA FIFANI, brigadier 2^e classe, N° Mle 104, du peloton de Klouto, tableau d'avancement 1934.

MAGA TARAORÉ, brigadier 2^e classe, N° Mle 849, du peloton de Lomé, tableau d'avancement 1935.

KARIMOU TARAORÉ, brigadier 2^e classe, N° Mle 311, du peloton de Lomé, tableau d'avancement 1935.

5° — Brigadier de 2^e classe :

KOMBATÉ, garde 1^{re} classe, N° Mle 646, de la police & sûreté, tableau d'avancement 1935.

OROA, garde 1^{re} classe, N° Mle 949, du dépôt de police, tableau d'avancement 1935.

SETH ANOMAH, garde 2^e classe, N° Mle 958, du dépôt de police, tableau d'avancement 1935.

6° — Garde de 1^{re} classe :

DA SILVA Paul, garde 2^e classe, N° Mle 905, du détachement de police, tableau d'avancement 1934.

Sossou Emile, garde 2^e classe, N° Mle 935, de la police & sûreté, tableau d'avancement 1935.

TABASSI BORA, garde 2^e classe, N° Mle 773, du détachement de police, tableau d'avancement 1935.

NASSI, garde 2^e classe, N° Mle 820, du dépôt de police, tableau d'avancement 1935.

30 décembre 1934. — Sont nommés pour compter du 1^{er} janvier 1935. (prise de rang et droit à la solde compris) :

1° — Sergent :

DAOBILA, caporal, N° Mle M/225/ A.C., de la P.C. Lomé, en remplacement du sergent Esso, passé dans la garde indigène.

KOMOU, caporal, N° Mle M/52/A.T., de la 4^e section d'Anécho, en remplacement du sergent Bessi, passé dans la garde indigène.

KRITÉMA YATOUTI, caporal, N° Mle M/269/B.T., de la P.C. Lomé, emploi vacant.

2° — Caporal :

PARAKOU, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/241/A.D., de la 4^e section d'Anécho, en remplacement du caporal DAOBILA, promu.

ATCHANA, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/258/A.D. de la P.C. Lomé, en remplacement du caporal KOMOU, promu.

VIPODJEHOUN, milicien 1^{re} classe stagiaire, N° Mle M/340/A.D., de la P.C. Lomé, en remplacement du caporal GAOUA, passé dans la garde indigène.

DADJO, milicien 1^{re} classe stagiaire, N° Mle M/294/B.T., de la 4^e section Anécho, en remplacement du caporal stagiaire Boko passé dans la garde indigène.

3° — Miliciens de 1^{re} classe :

KORIGNON, milicien 2^e classe, N° Mle M/208/A.T., de la P.C. Lomé.

Dogo, milicien 2^e classe, N° Mle M/229/A.C., de la P.C. Lomé.

IREKPA, milicien 2^e classe, N° Mle M/289/A.D., de la P.C. Lomé.

Gratifications

Par arrêtés des :

28 décembre 1934. — Sont accordées les gratifications suivantes aux gardes ci-après désignés :

1° — Gratifications de 100 francs :

OMAR N'DIAYE, adjudant-chef, N° Mle 67, du peloton de Lomé.

AGOSSA, adjudant-chef, H.C. N° Mle 148, du peloton d'Anécho.

BOLA, brigadier 2^e classe, N° Mle 220, du peloton de Lomé.

SOKOTO DE SOUZA, adjudant-chef, H.C. N° Mle 119, du peloton de Klouto.

YOUSSEFI MAÏGA, brigadier-chef 1^{re} classe, N° Mle 326, du peloton de Klouto.

MAHOUA, brigadier 2^e classe, N° Mle 341, du peloton de Klouto.

NIANGOULAM, adjudant-chef, N° Mle 901, du peloton de Sokodé.

ALI BASSARI, brigadier 2^e classe, N° Mle 508, du peloton de Sokodé.

KODJOVI François, garde 2^e classe, N° Mle 988, du peloton de dépôt Lomé.

ALASSANE II, garde 1^{re} classe, N° Mle 693, du peloton de Mango.

ZATO AGBAOHO, garde 1^{re} classe, N° Mle 712, du peloton de Mango.

TANOGA, adjudant, N° Mle 392, du détachement police Lomé.

KEKEMISSA, garde 2^e classe, N° Mle 797, du détachement police Lomé.

KOMBATE, garde 1^{re} classe, N° Mle 940, du peloton de Sokodé.

AOUSSOBA, garde 1^{re} classe, N° Mle 959, du peloton d'Atakpamé.

ENGLISH, garde 1^{re} classe, N° Mle 667, du peloton de Lomé.

BOUKARY II, garde 1^{re} classe, N° Mle 402, du peloton de Mango.

ADAM, garde 1^{re} classe, N° Mle 962, du peloton de Mango.

NANA, garde 1^{re} classe, N° Mle 801, du peloton de Lomé.

ABINATA, garde 1^{re} classe, N° Mle 854, du peloton d'Atakpamé.

2^e — Gratifications de 50 francs :

MOUSSA KANDÉ, garde 1^{re} classe, N° Mle 913, du peloton de Lomé.

MIDAMON, garde 1^{re} classe, N° Mle 814, du peloton de Lomé.

RABO DIATÉMA, garde 2^e classe, N° Mle 809, du peloton de Lomé.

KOUAKOU TANBERMA, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 38, du peloton d'Atakpamé.

TIEKOURA BOUGONO, brigadier 2^e classe, N° Mle 347, du peloton d'Atakpamé.

DOUGA, brigadier 2^e classe, N° Mle 964, du peloton d'Atakpamé.

NAPO, brigadier 2^e classe, N° Mle 202, du peloton de Mango.

ANANI, garde 2^e classe, N° Mle 863, du peloton de Lomé.

ALLOU, garde 2^e classe, N° Mle 990, du peloton de dépôt Lomé.

ALEKRO, garde 2^e classe, N° Mle 995, du peloton de dépôt Lomé.

DA SILVA Paul, garde 2^e classe, N° Mle 905, du détachement police Lomé.

SONIA, garde 2^e classe, N° Mle 918, du détachement police Lomé.

MISSA II, garde 2^e classe, N° Mle 870, du détachement police Lomé.

KOUASSI II, garde 2^e classe, N° Mle 865, de la police et sûreté.

Sossou Emilc, garde 2^e classe, N° Mle 935, de la police et sûreté.

COALANI, garde 2^e classe, N° Mle 677, du peloton de Sokodé.

TOATA, garde 2^e classe, N° Mle 512, du peloton de Sokodé.

SINTOHOUÉ, garde 2^e classe, N° Mle 718, du peloton d'Atakpamé.

MISSA, garde 2^e classe, N° Mle 775, du détachement police Lomé.

FOSSAGA, garde 2^e classe, N° Mle 821, du peloton de Lomé.

MOROU II, garde 2^e classe, N° Mle 694, du peloton de Klouto.

ZOTO Gaston, garde 2^e classe, N° Mle 862, du peloton de Lomé.

DOUTI II, garde 2^e classe, N° Mle 698, du peloton d'Atakpamé.

AMIDOU TAGRA, garde 2^e classe, N° Mle 742, du peloton de Sokodé.

AÏBA, garde 2^e classe, N° Mle 653, du peloton de Klouto.

DAGO, garde 2^e classe, N° Mle 807, du peloton de Lomé.

3^e — Gratifications de 25 francs :

CÉMOI, garde 1^{re} classe, N° Mle 909, du peloton de Lomé.

BARCK LAMBOU, garde 2^e classe, N° Mle 825, du peloton de Lomé.

ALI TAGRA, garde 2^e classe, N° Mle 745, du peloton de Lomé.

ASSIMIN, garde 2^e classe, N° Mle 759, du peloton d'Anécho.

BAMA DANDAONA, garde 2^e classe, N° Mle 791, du peloton d'Anécho.

ASSABI, brigadier 2^e classe, N° Mle 182, du peloton de Klouto.

BIRAIMA, garde 1^{re} classe, N° Mle 309, du peloton de Klouto.

SINTOKONA, garde 1^{re} classe, N° Mle 710, du peloton de Klouto.

MADJANOUA, garde 2^e classe, N° Mle 668, du peloton de Klouto.

BILEGNAN, garde 2^e classe, N° Mle 708, du peloton de Klouto.

BOUKARY III, garde 1^{re} classe, N° Mle 652, du peloton d'Atakpamé.

Louis ABou, garde 1^{re} classe, N° Mle 134, du peloton d'Atakpamé.

BATOULA, garde 2^e classe, N° Mle 945, de peloton de Sokodé.

BELLAKAM, garde 1^{re} classe, N° Mle 265, du peloton de Mango.

GORY KONALASSANGUÉ, garde 1^{re} classe, N° Mle 954, du peloton de Mango.

BAKAÏDIA, garde 2^e classe, N° Mle 401, du peloton de Mango.

ZINSOU, garde 2^e classe, N° Mle 987, du peloton de dépôt Lomé.

KÉRIM, garde 2^e classe, N° Mle 818, du peloton de Klouto.

OOUNANA, garde 2^e classe, N° Mle 965, du peloton de Klouto.

31 décembre 1934. — Sont accordées, au titre de l'année 1934, les gratifications suivantes aux miliciens ci-après désigné :

1^{re} — Gratifications de 100 francs :

TCHEDRE, adjudant, N° Mle M/15/A.T., de la P.C. Lomé.

MAMADOU KAMARA, sergent stagiaire N° Mle M/335/A.S., de la P.C. Lomé.

EHOUAZA, sergent N° Mle M/13/A.T., de la P.C. Lomé.

YAYA BABATOU, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/200/A.T., de la P.C. Lomé.

TAZO, sergent-chef, N° Mle M/132/A.T., de la 4^e section Anécho.

2^e — Gratifications de 50 francs :

GAPFON TOSSOU, 2^e classe stagiaire catégorie A, N° Mle M/377/A.D., de la P.C. Lomé.

YAO MANGO, caporal, N° Mle M/152/B.T., de la P.C. Lomé.

ZOUMAROU, milicien 2^e classe, N° Mle M/285/A.D., de la P.C. Lomé.

NIOFAM, sergent-chef, N° Mle M/4/A.T., de la P.C. Lomé.

OUMORI, sergent N° Mle M/308/A.D., de la P.C. Lomé.

BIOGUEDE, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/338/A.C., de la P.C. Lomé.

TOULARIMA, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/228/A.C., de la P.C. Lomé.

APEKEY Arnold, stagiaire catégorie B, N° Mle M/262/B.T., de la P.C. Lomé.

SALOU BOULALA, caporal, N° Mle M/256/A.C., de la 4^e section Anécho.

3^e — Gratifications de 25 francs :

OROU GAMBARI, caporal, N° Mle M/252/A.D., de la P.C. Lomé.

MAMADOU MAÏGA, caporal stagiaire catégorie A, N° Mle M/341/A.S., de la P.C. Lomé.

MEGNISSE, 2^e classe stagiaire catégorie A, N° Mle M/346/A.D., de la P.C. Lomé.

OUMAROU, stagiaire catégorie A, N° Mle M/354/A.D., de la P.C. Lomé.

TOUDJA, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/126/B.T., de la P.C. Lomé.

AGBA, caporal, N° Mle M/118/B.T., de la P.C. Lomé.

ARRÉTO, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/130/A.T., de la P.C. Lomé.

BAJALA COROCOLI, stagiaire catégorie A, N° Mle M/382/A.T., de la P.C. Lomé.

FALLANI, 2^e classe stagiaire catégorie A, N° Mle M/344/A.D., de la P.C. Lomé.

ASSOGBA, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/307/A.D., de la P.C. Lomé.

KORA Alexandre, milicien 2^e classe, N° Mle M/309/A.D., de la P.C. Lomé.

IREKPA, milicien 2^e classe, N° Mle M/289/A.D., de la P.C. Lomé.

VIDJIANI, milicien 2^e classe, N° Mle M/265/A.D., de la P.C. Lomé.

MISSITI, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/68/B.T., de la P.C. Lomé.

SAMBO, 2^e classe, N° Mle M/273/A.C., de la P.C. Lomé.

MATHIAS, milicien 1^{re} classe stagiaire, N° Mle M/234/B.T., de la 4^e section Anécho.

HAMIDOU, 2^e classe, N° Mle M/243/A.D., de la 4^e section Anécho.

KAOLE, stagiaire catégorie B, N° Mle M/326/B.T., de la 4^e section Anécho.

NIALO, milicien 2^e classe, N° Mle M/216/A.T., de la 4^e section Anécho.

*1^{re} — Compagnie de milice***Rengagement**

Par arrêté du :

29 décembre 1934. — Est rengagé pour 1 an à compter du 1^{er} janvier 1935, le milicien de 2^e classe BEKOUTARE, N° Mle M/134/B.T. de la 4^e section de milice Anécho.

Permission

Une permission de 15 jours, délais de route non compris, avec solde de présence (sans gratuité de transport), est accordée au stagiaire de la catégorie B, KOULOUA, N° Mle M/260/B.T. de la 4^e section de milice Anécho, pour en jouir à Niantougou (cercle de Sokodé), valable du 1^{er} janvier 1935.

Licenciement

Est licencié à compter du 1^{er} janvier 1935, le stagiaire de la catégorie B. AYOLONTO Joseph, N° Mle M/357/B.D. de la P.C. Lomé pour « inaptitude physique ».

Une indemnité de licenciement égale à un mois de solde de base est accordée à l'intéressé en vertu de l'article 6 de l'arrêté N° 67 du 31 janvier 1934.

*RECTIFICATIF à l'arrêté N° 592 du 17 novembre 1934 (article 3 paragraphe b in fine).***Au lieu de :**

MARIAFO, stagiaire catégorie A. N° Mle M/374/A.S. de la P.C. Lomé.

Mettre :

MARIAFO, 2^e classe stagiaire catégorie A. N° Mle 374/A.S. de la P.C. Lomé.

Le reste sans changement:

*2^e — Garde indigène.***Rengagements**

Sont rengagés pour 1 an à compter du 1^{er} janvier 1935 :

ALETCHAOU, brigadier-chef 2^e classe N° Mle 227, du détachement police Lomé.

DOHA DOTOA, brigadier 2^e classe N° Mle 200, du détachement police Lomé.

GBATI, garde 1^{re} classe N° Mle 917, du détachement police Lomé.

BOUKARI I, garde 1^{re} classe N° Mle 921, du détachement police Lomé.

KOUTOBA, garde 2^e classe N° Mle 873, du détachement police Lomé.

GNAMA, garde 2^e classe N° Mle 926, du détachement police Lomé.

MISSA II, garde 2^e classe N° Mle 870, du détachement police Lomé.

DIEGNA OURIBALÉ, garde 2^e classe N° Mle 295, du détachement police Lomé.

DJI OUATARA, brigadier-chef 2^e classe N° Mle 271, du peloton d'Anécho.

ALASSANE, garde 1^{re} classe N° Mle 79, du peloton d'Anécho.

KOKOU, garde 1^{re} classe N° Mle 2, du peloton d'Anécho.

MINTIBA, garde 1^{re} classe N° Mle 282, du peloton d'Anécho.

BADAMASSI BADA, brigadier-chef 2^e classe N° Mle 146, du peloton de Klouto.

ASSABI, brigadier 2^e classe N° Mle 182, du peloton de Klouto.

GARBA FIFANI, brigadier 2^e classe N° Mle 104, du peloton de Klouto.

IMMABOLA, garde 1^{re} classe N° Mle 258, du peloton de Klouto.

ADAM, garde 1^{re} classe N° Mle 931, du peloton de Klouto.

ALFA, garde 2^e classe N° Mle 689, du peloton de Klouto.

BOLA, brigadier 2^e classe N° Mle 220, du peloton de Lomé.

YORA, garde 1^{re} classe N° Mle 46, du peloton de Lomé.

ALABANI, garde 1^{re} classe N° Mle 861, du peloton de Lomé.

NAKI MANGO, garde 1^{re} classe N° Mle 869, du peloton de Lomé.

DJARA, garde 1^{re} classe N° Mle 867, du peloton de Lomé.

TOMBOGA, brigadier-chef 2^e classe N° Mle 961, du peloton de Lomé.

AMIDOU, brigadier-chef 1^{re} classe N° Mle 149, du peloton d'Atakpamé.

KOUAKOU TAMBERMA, brigadier 1^{re} classe N° Mle 38, du peloton d'Atakpamé.

TCHOUKA KABRÉ, brigadier 2^e classe N° Mle 51, du peloton d'Atakpamé.

LOUIS ABOU, garde 1^{re} classe N° Mle 134, du peloton d'Atakpamé.

MOUSSA, garde 1^{re} classe N° Mle 183, du peloton d'Atakpamé.

BALIGUI, garde 1^{re} classe N° Mle 702, du peloton d'Atakpamé.

DOURI II, garde 2^e classe N° Mle 698, du peloton d'Atakpamé.

GOMA, garde 2^e classe N° Mle 996, du peloton d'Atakpamé.

KOUAKOU KONDE, garde 1^{re} classe N° Mle 238, du peloton d'Atakpamé.

NABEA, garde 2^e classe N° Mle 696, du peloton d'Atakpamé.

KALAZIM, garde 2^e classe N° Mle 697, du peloton d'Atakpamé.

NIANGOULAM Joseph, adjudant-chef N° Mle 901, du peloton de Sokodé.

BONKPASSE, brigadier 2^e classe N° Mle 936, du peloton de Sokodé.

YAMBA, garde 1^{re} classe N° Mle 699, du peloton de Sokodé.

ALI V, garde 1^{re} classe N° Mle 700, du peloton de Sokodé.

BINATAMA, garde 2^e classe N° Mle 247, du peloton de Sokodé.

ISSIFOU, brigadier-chef 2^e classe N° Mle 59, du peloton de dépôt.

SALLI BABA, brigadier 1^{re} classe N° Mle 254, du peloton de dépôt.

BESSI, brigadier 1^{re} classe N° Mle 1013, du peloton de dépôt.

ALASSANE II, garde 1^{re} classe N° Mle 693, du peloton de Mango.

DJAFALA, garde 2^e classe N° Mle 692, du peloton de Mango.

5 janvier 1935. — ADJAMOURÉ, garde 2^e classe N° Mle 871, du détachement police Lomé.

ZEKPA Augustin, garde 2^e classe N° Mle 856, du détachement police Lomé.

MAGA TARAORÉ, brigadier 2^e classe N° Mle 849, du peloton de Lomé.

6 janvier 1935. — GNARO, garde 1^{re} classe N° Mle 552, du peloton d'Anécho.

8 janvier 1935. — SINTORONA, garde 1^{re} classe N° Mle 770, du peloton de Klouto.

BILEGNA, garde 2^e classe N° 708, du peloton de Klouto.

18 janvier 1935. — SINTOHOUÉ, garde 2^e classe N° Mle 718, du peloton d'Atakpamé.

20 janvier 1935. — BAOUA MOUSSA SABA, garde 2^e classe N° Mle 876, du peloton de Mango.

21 janvier 1935. — BONKPASSE II, garde 2^e classe N° Mle 967, du peloton de Klouto.

Punition

Une punition de 30 jours de prison dont 15 jours de retenue de solde est infligée au garde de 2^e classe RAOUTA, N° Mle 451, du peloton d'Atakpamé pour « faute grave en service ».

Licenciements

a) — Sont licenciés pour fin de contrat à compter des :

1^{er} janvier 1935. — TEKPARA, garde 1^{re} classe N° Mle 220, du peloton de Klouto.

MOROU II, garde 2^e classe N° Mle 694, du peloton de Klouto.

TCHIANDO, brigadier 2^e classe N° Mle 25, du peloton de Sokodé.

NAÏKI, garde 2^e classe N° Mle 897, du peloton de Sokodé.

FONDOU, garde 2^e classe N° Mle 169, du peloton de Lomé.

MAMA AGBANDAH, garde 2^e classe N° Mle 868, du peloton de Lomé.

10 janvier 1935. — KAYANSI, garde 1^{re} classe N° Mle 741, du détachement police Lomé.

La gratuité du transport (pour eux et pour leur famille) est accordée aux agents ci-dessus licenciés pour rejoindre leurs foyers.

b) — Sont licenciés pour fin de contrat et limite d'âge (trop âgés) à compter du 1^{er} janvier 1935 :

1^{er} — OMAR N'DIAYE, adjudant-chef, N° Mle 67, du peloton de Lomé.

Une indemnité de licenciement égale à deux mois de solde de présence nette est accordée à l'intéressé.

2° — YOUSSEF MAÏGA, brigadier-chef de 1^{re} classe, N° Mlc 326, du peloton de Klouto.

Une indemnité de licenciement égale à un mois de solde de présence nette est accordée à l'intéressé.

CHEF DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL AD HOC

Par arrêté du :

26 décembre 1934. — M. FRÉAU Henri, administrateur en chef des colonies, administrateur-maire de Lomé est nommé chef du secrétariat général « ad hoc » pour siéger à la séance du conseil d'administration du 31 décembre 1934.

COMMISSIONS

Par décision du :

7 janvier 1935. — Les différentes commissions de classement du personnel européen et indigène régi par arrêtés des 2, 12 octobre 1933, 24 mars et 1^{er} mai 1934, se réuniront le 8 janvier 1935 au bureau du personnel, en vue d'établir le tableau d'avancement dudit personnel pour l'année 1935.

Ces commissions sont composées de la façon suivante :

Pour toutes les commissions :

Président : M. MAHOX Paul Louis, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives,

Membre : M. LE ROLLE Pierre, administrateur de 2^e classe des colonies, chef du cabinet du Commissaire de la République,

Secrétaire : M. GAUDONVILLE Charles, adjoint principal de 1^{re} classe des services civils, chargé de la section du personnel.

PERSONNEL EUROPÉEN (Membres)

Services civils (7 heures 45)

M. M. PÉCHOUX, administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies,

PERRET, adjoint principal de 1^{re} classe des services civils du Togo,

GAUDONVILLE, adjoint principal de 1^{re} classe des services civils du Togo.

Enseignement (8 heures 15)

M. M. IMBERT, chef du service de l'enseignement, PÉCHOUX, administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies,

KUTSCHENRITTER, instituteur principal hors classe,

Mme KUTSCHENRITTER, institutrice principale hors classe.

Agriculture (8 heures 30)

M. M. ABOILARD, ingénieur en chef, chef du service de l'agriculture p. i.

MOAL, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies,

PERRET, adjoint principal de 1^{re} classe des services civils du Togo,

FONTAINE, conducteur principal de 3^e classe du cadre local de l'agriculture.

Travaux publics, T. S. F., géomètres (8 heures 40)

M. M. LESCANNE, ingénieur principal du cadre général des T. P. des colonies, chef du service des travaux publics, des chemins de fer et du wharf,

MOAL, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies,

BRASSARD, ingénieur-chef de station de 1^{re} classe de T. S. F.,

CATHÉLIN Rioul, chef comptable hors classe des travaux publics du Togo.

Chemin de fer (9 heures)

M. M. LESCANNE, ingénieur principal du cadre général des T. P. des colonies, chef du service des travaux publics, des chemins de fer et du wharf,

MOAL, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies,

LUGAN, chef de gare hors classe des chemins de fer du Togo,

WALLON, sous-chef de dépôt de 2^e classe des chemins de fer du Togo.

Police et sûreté (9 heures 15)

M. M. MOAL, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies,

D'AZCONA, adjoint principal de 2^e classe des services civils du Togo, chef du service de police et de sûreté,

PERRET, adjoint principal de 1^{re} classe des services civils du Togo,

GINET, inspecteur-adjoint de 3^e classe de police du Togo.

PERSONNEL INDIGÈNE (Membres)

Enseignement (9 heures 25)

M. M. IMBERT, chef du service de l'enseignement.

a) Instituteurs (E. O.)

N'DIAYE BOUBAKAR, instituteur-adjoint de 1^{re} classe,

TOKOU Michel, instituteur-adjoint de 2^e classe.

b) Moniteurs (E. O.)

N'DIAYE BOUBAKAR, instituteur-adjoint de 1^{re} classe,

AGOMESSOU Lucien, moniteur de 2^e classe.

Enseignement privé

R. P. RIEBSTEIN, directeur des écoles catholiques,

M. M. CARRIÈRE, directeur des écoles protestantes,

KLOU Samuel, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe (M. E.),

DAVID Albert, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe (M. C.),

ATAKLO Samuel, moniteur de 2^e classe (M. E.),

AGBOBLI Emmanuel moniteur de 3^e classe (M. C.).

Agriculture (9 heures 45)

M. M. ABOILARD, chef du service de l'agriculture,
 NICABOU, moniteur auxiliaire de 1^{re} classe,
 HOUNSIHOUE Anatole Samson, moniteur auxiliaire
 de 2^e classe.

Douanes (10 heures)

M. M. TOGUÉ, chef du service des douanes p. i.,
 ARMERDING, commis de 2^e classe des douanes,
 PIÉTRI Lazare, préposé de 3^e classe.

P. T. T. (10 heures 10)

M. M. DAGORN, chef du service des postes,

a) Commis

KAGNI Karl, commis hors classe des P. T. T.,
 GONÇALVES René, commis de 3^e classe des P. T. T.

b) Surveillants

GONÇALVES René, commis de 3^e classe des P. T. T.,
 AMEDOVOKPO, surveillant de 3^e classe

c) Facteurs

AJAVON Joseph, facteur de 1^{re} classe des P. T. T.,
 AYIRÉ Christophe, facteur de 2^e classe des P. T. T.

Santé (10 heures 25)

M. M. le médecin colonel SALOMON, chef du service
 de santé,

a) Aides-médecins

EWÉNUMEDE Pierre, aide-médecin de 3^e classe,
 AKAKPO Dorothee, aide-médecin de 3^e classe.

b) Infirmiers

AKAKPO Dorothee, aide-médecin de 3^e classe,
 LADE Cléophas, infirmier major de 4^e classe.

c) Gardes d'hygiène

EWÉNUMEDE Pierre, aide-médecin de 3^e classe,
 LAFONEKOU Sanson, brigadier chef de 1^{re} classe.

Commis d'administration (10 heures 40)

M. M. GOUJON, administrateur de 1^{re} classe des colonies,
 adjoint au commandant de cercle de Lomé,
 D'ALMEIDA Charles, commis d'administration
 principal de 5^e classe,
 ADJIVON Séverin, commis d'administration prin-
 cipal de 6^e classe.

Interprètes (11 heures 20)

M. M. GOUJON, administrateur de 1^{re} classe des colonies,
 adjoint au commandant de cercle de Lomé,
 KEMPSON Frantz, interprète principal de 5^e classe,
 AHAMADA Jérôme, interprète de 2^e classe.

Plantons (11 heures 25)

M. M. GOUJON, administrateur de 1^{re} classe des colonies,
 adjoint au commandant de cercle de Lomé,
 ACHADÉ Pierrot, brigadier planton de 1^{re} classe,
 OROGBO Jean, brigadier planton de 2^e classe.

Travaux publics (11 heures 40)

M. M. LESCANNE, chef du service des travaux publics,
 YESSOUFOU SANT'ANNA, maître-ouvrier de 4^e classe,
 AMADOU Moïse, maître-ouvrier de 4^e classe.

Mécaniciens conducteurs d'automobiles

M. M. LESCANNE, chef du service des travaux publics,
 LATÉVI TÉVI, mécanicien conducteur principal
 de 3^e classe,
 BOUNDOU BASSARI, mécanicien conducteur de
 1^{re} classe.

**Personnel des chemins de fer et du wharf
(11 heures 55)**

M. M. LESCANNE, chef des services du chemin de fer
 et du wharf,
 ADEKAMBI Michel, maître-ouvrier de 3^e classe,
 MENSAH Joseph, chef de station de 4^e classe.

Canotiers

DEVENUO canotier de 1^{re} classe,
 AMENU AKAKPO Johannès, canotier de 1^{re} classe.

CONSEIL ECONOMIQUE ET FINANCIER

Par décisions du :

26 décembre 1934. — M. LESCANNE, ingénieur prin-
 cipal du cadre général des travaux publics des colonies,
 chef du service des chemins de fer et du wharf, assis-
 tera aux séances du conseil économique et financier
 du Territoire, qui se tiendront le 29 décembre 1934,
 pour présenter à l'assemblée le budget annexe des
 chemins de fer et du wharf.

M. PÉCHOUX, administrateur adjoint des colonies,
 chef du bureau des finances, assistera aux séances du
 conseil économique et financier du Territoire, qui se
 tiendront le 29 décembre 1934, pour présenter à
 l'assemblée le budget local et le budget sur fonds
 d'emprunt.

**CONSEILS D'ARBITRAGE DE TRAVAIL
POUR L'ANNÉE 1935**

Par arrêté du :

4 janvier 1935. — Sont nommés assesseurs des con-
 seils d'arbitrage de travail indigène pour l'année 1935:

Conseil de Lomé**a) Assesseurs titulaires :**

M. M. Georges CURTAT, agent de la S. G. G. G. à Lomé,
 nationalité française
 Octaviano OLYMPIO, notable et commerçant
 à Lomé.

b) Assesseurs suppléants :

M. M. TROSSELY, agent de la S. C. O. A. à Lomé,
 nationalité française
 TAMAKLOE Théophile, notable et planteur

*Conseil de Klouto**a) Assesseurs titulaires :*

M.M. Louis PIQUELIN, directeur des plantations d'Agou, nationalité française,
Michel APALOO, commerçant à Palimé.

b) Assesseurs suppléants :

M.M. Albert REYMOND, industriel à Palimé, nationalité suisse,
James ATAKPA, commerçant à Agou-gare.

*Conseil d'Atakpamé**a) Assesseurs titulaires :*

M.M. Georges RODIER, agent de la S. O. C. A. F. A. à Atakpamé, nationalité française.
MENSAH ADJANGBA, notable et commerçant à Atakpamé.

b) Assesseurs suppléants :

M.M. Charles MASSON, agent de la S. G. G. G. à Atakpamé, nationalité française
ATCHIKITI, chef du canton d'Atakpamé Niania.

*Conseil de Sokodé**a) Assesseurs titulaires :*

M.M. AZEMARD Pierre, agent de la S. G. G. G. à Sokodé, nationalité française
TIAGODENOU, chef supérieur des cotocolis à Parataou.

b) Assesseurs suppléants :

M.M. Achille HUNGUES, commerçant à Sokodé, nationalité française
MOUSSA TIALIMAN, Iman de DEDAURE, membre du conseil des notables à Sokodé.

COUR D'ASSISES

Par arrêtés du :

26 décembre 1934. — Sont désignés pour former le collège des assesseurs, près la cour d'assises du Togo, pour l'année 1935 :

1^{re} liste.

M.M. BARETTE Jacques,	Lomé	39 ans
BONNARD Louis,	—	35 ans
HERAUD Gabriel,	—	35 ans
IMBERT Robert,	—	43 ans
LENORMAND Marcel,	—	32 ans
MARION Eugène,	—	51 ans
MILLELIRI Paul,	—	32 ans
MOAL Henry,	—	42 ans
SAINT CRICQ André,	—	35 ans

M.M. RIBEIL Paul,	Lomé	30 ans
STOLL René,	—	32 ans
TROSSELY Antoine,	—	33 ans

2^e liste

M.M. DELAPIERRE Ernest,	Lomé	37 ans
ARTAXE André,	—	30 ans
CHARLIER Jacques,	—	34 ans

M. AUBER Marc, administrateur des colonies, est nommé membre fonctionnaire de la cour d'assises du Togo, pour l'année 1935.

DIVERS

Par décisions des :

30 décembre 1934. — Une commission de réévaluation composée de :

M.M. MAHOUX Maurice, ingénieur adjoint des travaux publics.	Président
GARNIER ingénieur-adjoint des travaux publics,	Membres
WALLON Henry, sous-chef de dépôt des chemins de fer du Togo,	
LUGAN, chef de gare des chemins de fer du Togo,	

se réunira le 31 décembre 1934 à 8 h. 30 pour déterminer la valeur actuelle des matières restées sans emploi au 31 décembre 1934. Ces matières provenant de sorties faites pendant l'exercice en cours et les précédents seront réintégrées en magasin d'approvisionnement aux prix fixés par cette commission.

31 décembre 1934. — Une commission composée de :
M.M. PÉCHOUX, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances. *Président*
LAPORTE, commis principal du trésor, } *Membres*
BARBERO, élève-administrateur, }

est chargée de :

- 1^o — Reconnaître le nombre de sacs de jetons.
- 2^o — Les mettre en réserve dans le premier caveau.
- 3^o — Constater la remise de la double clef de ce caveau à l'ordonnateur.

Toutes ces opérations dont il sera dressé procès-verbal auront lieu en présence de M. PRADIER, représentant M. JAFFEUX trésorier-payeur sortant et M. LUCCIARDI, trésorier-payeur entrant.

1^{er} janvier 1935. — M. PÉCHOUX, administrateur adjoint des colonies, chef du bureau des finances, est désigné pour installer M. PRADIER, payeur de 2^e classe, dans les fonctions de préposé du trésor auxquelles il a été nommé par arrêté du 31 décembre 1934.

INDEMNITÉ

Par arrêté du :

31 décembre 1934. — Une indemnité de cent cinquante francs est allouée au cultivateur GAVI KPAKPA de Tsévié à titre de dédommagement d'arrachage d'un champ d'ignames par le service du chemin de fer, sur un terrain qui vient d'être aménagé en carrière de latérite pour le ballast destiné aux voies ferrées.

Cette indemnité sera payée sur les crédits du budget du chemin de fer et du wharf — Chapitre VIII — Dépenses extraordinaires — article 1^{er} — prélèvement sur le fonds de renouvellement — Paragraphe 1^{er} — halastage en latérite de 15.400 mètres de voie.

DOMAINES**Avis de demande d'immatriculation***au livre foncier du cercle de Klouto*

Suivant réquisition, n° 959, déposée le 27 décembre 1934, la dame Akosiwa August, profession de vendeuse, demeurant et domiciliée à Palimé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Klouto, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, portant trois constructions en terre de barre, couvertes en tôles, à usage d'habitation, d'une contenance totale de 5 ares 89 centiares situé à Palimé, (cercle de Klouto) et borné au nord par terrain à Akua-vi Armatoe, à l'est par terrain domanial, au sud par terrain à Porporty, à l'ouest par un passage.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,

LESTRADE.

Par arrêté du :

31 décembre 1934. — Est attribué définitivement en toute propriété au conseil d'administration de la mission catholique du Togo, un terrain domanial de la surface de neuf hectares quatre vingt dix-huit ares soixante trois centiares (9 ha 98 a. 63 ca.) situé à Bassari, (cercle de Sokodé), immatriculé au livre foncier du cercle de Sokodé sous le n° 60 et dont la concession provisoire avait été accordée audit conseil d'administration de la mission catholique du Togo par arrêté n° 291 du 31 mai 1934.

ERRATUM au journal officiel du Territoire n° 268 du 1^{er} janvier 1935 page 17.

Avis de demande d'immatriculation

Au lieu de :

Suivant réquisition, n° 957, déposée le 27 décembre 1934 etc...

Lire :

Suivant réquisition, n° 958, déposée le 27 décembre 1934, ...

Le reste sans changement.

SUBVENTIONS

Par décisions du :

31 décembre 1934. — Une subvention de quinze mille (15.000) francs est accordée à l'Union des femmes de France au Togo pour l'œuvre du berceau.

La dépense correspondante sera mandatée en deux fois et imputée au chapitre XIII — article 3 — paragraphe 5 du budget local, exercice 1934.

Une subvention de deux mille francs est accordée à la société sportive musicale et artistique « la Cosmopolite » de Lomé.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre XV, article 4, paragraphe 2 du budget local, exercice 1934.

AVIS D'ADJUDICATION

Le 28 janvier 1935 à 9 heures il sera procédé à la mairie de Lomé, par l'administrateur-maire ou son adjoint, à une adjudication ayant pour but la fourniture de deux cents récipients ronds en forte tôle galvanisée nécessaires pour les besoins de la voirie municipale de la commune mixte de Lomé.

Cautionnement. — Il ne sera pas exigé de cautionnement provisoire. Le cautionnement définitif est fixé à 5 p. % du montant de la fourniture et sera versé dès la notification de l'adjudication au concessionnaire.

Le dossier d'adjudication contenant le cahier des charges et le modèle de soumission, est tenu à la disposition des intéressés tous les jours ouvrables de 7 h. 30 à midi et de 14 h. 30 à 17 heures au secrétariat de la mairie.

Le 28 janvier 1935, à 9 heures, il sera procédé à la mairie de Lomé, par l'administrateur-maire ou son adjoint, à une adjudication ayant pour but la fourniture de matériel roulant nécessaire à la commune mixte de Lomé (2 camions, 1 arroseuse, 1 camionnette).

Cautionnement. — Il ne sera pas exigé de cautionnement provisoire. Le cautionnement définitif est fixé à 5.000 francs et sera versé dès la notification de l'adjudication au concessionnaire.

Le dossier d'adjudication contenant le cahier des charges et le modèle de soumission, est tenu à la disposition des intéressés tous les jours ouvrables de 7 h. 30 à midi et de 14 h. 30 à 17 heures au secrétariat de la mairie.

Lomé, le 29 novembre 1934

*L'Administrateur en chef des colonies,
Administrateur-maire de Lomé,*

FRÉAU.

ÉTAT des mouvements de la Navigation des Ports de Lomé et d'Anécho pendant le mois de Décembre 1934

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	T O N N A G E	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
New-Texas Philadelphie-Opobo	Anglais	30. 11. 34	1. 12. 34	4.044	49	—	—
279-Daru Liverpool-Douala	—do—	1. 12. 34	—do—	2.108	39	32.453	—
280-Isonzo Trieste-Durban	Italien	3. 12. 34	3. 12. 34	3.428	43	11.397	—
281-Casamance Hambourg-Matadi	Français	4. 12. 34	4. 12. 34	3.455	40	114.353	0.214
282-Foucauld Pte. Noire-Bordeaux	—do—	—do—	—do—	6.599	159	—	29.952
283-Ft. de Souville Pte. Noire-Nantes	—do—	5. 12. 34	5. 12. 34	3.129	37	—	222.871
284-Asie Bordeaux-Pte. Noire	—do—	—do—	—do—	4.214	151	2.992	0.670
285-Thomas Holt Warri-Hambourg	Anglais	7. 12. 34	7. 12. 34	2.191	40	—	101.546
286-Ed. Blyden Anvers-Fernando-Po	—do—	8. 12. 34	8. 12. 34	2.155	38	16.181	—
287-Hoggar Douala-Marseille	Français	—do—	—do—	3.109	73	1.488	238.501
288-Tombouctou Douala-Marseille	—do—	10. 12. 34	10. 12. 34	3.262	43	—	263.655
289-Banfora Marseille-Douala	—do—	13. 12. 34	13. 12. 34	5.868	143	20.153	—
290-Chelma Pte. Noire-Marseille	—do—	15. 12. 34	15. 12. 34	3.106	42	—	202.320
291-Ft. de Douaumont Dunkerque-Kribi	—do—	16. 12. 34	16. 12. 34	3.142	38	30.129	—
292-Nigerian Liverpool-Opobo	Anglais	17. 12. 34	17. 12. 34	2.131	36	94.349	14.110
293-Asie Pte. Noire-Bordeaux	Français	18. 12. 34	18. 12. 34	4.214	151	—	0.039
294-Muirton Marseille-Pte. Noire	—do—	19. 12. 34	20. 12. 34	3.112	44	386.408	—
295-Amérique Bordeaux-Pte. Noire	—do—	—do—	19. 12. 34	4.867	142	5.954	1.593
296-Amstelkerk Hambourg-Kribi	Hollandais	21. 12. 34	21. 12. 34	2.453	66	53.879	16.389
297-Dagomba Liverpool-Calabar	Anglais	22. 12. 34	23. 12. 34	2.100	38	62.296	253.821
298-John Holt Liverpool-Warri	—do—	—do—	22. 12. 34	1.794	39	51.154	—
299-Jonathan Holt Kribi-Liverpool	—do—	23. 12. 34	23. 12. 34	1.794	39	—	157.584
300-Banfora Douala-Marseille	Français	24. 12. 34	25. 12. 34	5.868	143	—	309.529
301-Ft. de Troyon Pte. Noire-Bordeaux	—do—	24. 12. 34	24. 12. 34	3.114	38	—	263.633
302-Cherca Trieste-Durban	Italien	27. 12. 34	27. 12. 34	3.319	43	92.231	—
303-Touareg Marseille-Douala	Français	28. 12. 34	28. 12. 34	3.122	73	39.188	—

PORT D'ANÉCHO

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	ÉQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
11-Tombouctou Duala-Marseille	Français	9. 12. 34	9. 12. 34	3 262	43	—	63,928
12-Chetma Pte. Noire-Marseille	—do—	14. 12. 34	15. 12. 34	3.406	42	—	108,800

Lomé, le 2 Janvier 1935.

Le Chef du Service des Douanes p. l.

Toqué

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

NOVEMBRE 1934

Climatologie ⁽¹⁾

62 JOURNAL OFFICIEL DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE 16 janvier 1935

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			MISAHOÉ			SOKODÉ			PAGOUDA			MANGO			DAPANGO	
	(2) Pres.	(3) Temp	(4) Hygr.	(5) Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Temp	Hygr.
1	11,9	25,8	81	94,4	27,6	81	73,7	26,6	80	80,3	26,4	83	65,7	27,0	77	63,8	25,0	63	64,2	27,3	64	98,1	27,3	61	31,0	67
2	11,3	26,4	83	94,0	27,8	78	73,6	27,2	77	83,8	26,6	73	68,5	25,9	73	63,3	26,2	63	63,8	28,3	63	97,7	27,7	60	30,7	60
3	12,5	26,2	80	95,7	24,7	82	73,9	27,6	81	86,9	24,6	86	66,5	23,8	85	66,2	25,5	66	64,5	28,0	62	98,3	27,8	60	30,3	60
4	12,6	26,4	83	96,2	28,1	87	74,2	26,8	71	87,3	26,6	69	66,7	26,4	80	66,0	26,0	69	64,7	28,9	48	98,7	28,6	61		62
5	12,9	27,0	82	96,7	27,0	84	74,5	25,5	79	87,4	27,3	72	67,1	26,5	72	67,7	27,0	70	64,9	25,1	53	98,2		53		54
6	12,3	27,0	83	96,3	28,2	81	74,2	26,7	77	87,0	28,0	71	66,9	26,5	75	66,9	26,0	75	64,2	28,9	40	98,0	27,9	53	30,7	53
7	11,8	26,1	83	95,7	27,8	82	73,7	26,7	77	86,1	27,1	68	65,5	26,4	78	66,2	23,2	78	63,7	28,0	51	97,9	28,5	56	29,8	61
8	11,4	26,3	81	95,5	26,7		73,5	27,1	77	86,1	26,7	81	65,3	26,3	80	66,1	26,1		63,5	29,0	51	97,4	28,4	53	30,5	61
9	11,7	26,0	86	94,7	27,0	80	73,5	26,6	70	86,3	26,3	69	63,4	26,9	74	66,3	28,2	60	64,2	28,4	46	97,8	28,8	50	30,0	48
10	12,3	26,8	82	95,5	27,4	87	74,1	25,7	71	86,6	27,3	67	63,8	27,1	69	66,9	26,9	67	64,5	28,2	43	98,7	27,6	62	30,1	47
11	11,1	26,8	82	94,1	27,6		73,3	26,6	70	86,4	27,0	65	64,7	27,2	78	63,3	23,1	67	63,4	28,5	40	97,4	28,5	60	31,0	38
12	10,9	26,8	82	94,3	27,1	76	74,2	26,1	70	88,1	26,7	67	64,2	27,9	71	63,3	23,3	69	63,4	27,4	38	97,4		63	30,8	34
13	10,6	26,6	82	93,5	27,6	81	74,6	25,2	73	85,0	27,1	70	63,7	27,2	77	63,4	24,0	66	63,3	27,8	51	96,9	26,5	62	29,0	48
14	11,8	26,7	83	95,5	26,7	82	74,0	27,2	78	85,9	26,8	72	64,5	26,9	73	63,9	24,7		63,8	28,1	61	96,7	26,0	59	29,6	49
15	11,4	26,8	83	95,0	26,0		74,5	24,4	75	85,8	26,6	73	64,1	26,9	77	63,4	24,8	61	63,5	23,7	46	97,3	27,5	64	30,8	52
16	11,1	27,5	84	93,8	28,5		74,5	26,0	70	85,9	29,1	68	64,3	27,7	78	63,7	26,2	53	63,7	28,5	47	97,3	27,3	63	31,7	47
17	10,5	27,2	83	93,9	28,2	82	74,1	26,6	72	84,9	27,6	71	63,8	27,7	73	64,0	23,6	51	62,9	28,0	30	96,2	28,0	70	27,1	36
18	10,7	27,3	79	93,8	28,2		74,2	27,3		85,3	27,2	73	64,3	27,1	76	64,0	26,1	63	63,3	27,6	55	97,1	26,7	62		54
19	10,3	27,3	83	92,6	28,5		73,9	26,0		84,9	27,5	77	63,9	26,9	78	63,0	26,6	53	63,1	27,6	48	97,0	27,0	50	30,1	57
20	10,3	27,4	82	93,3	29,3	80	73,8	26,5	69	86,0	26,4	73	63,7	27,3	70	63,1	24,2	58	63,1	27,9	51	97,3	27,8	53	30,9	53
21	10,7	27,3	82	94,4	28,2	82	74,1	26,5	67	83,3	27,0	70	63,5	27,1	76	63,4	26,1	61	63,4	28,7	50	97,8	27,7	47	30,4	48
22	11,1	26,9	82	94,1	27,2	79	74,3	28,1	66	86,5	27,3	74	64,1	27,0	78	65,5	25,0		63,1	28,7	41	97,5	28,0	57	31,6	43
23	10,6	27,2	82	93,7	28,7	81	73,9	26,5	70	85,1	27,3	69	63,8	27,6	77	66,1	25,9		62,9	28,4	48	96,7	27,1	51	30,0	41
24	10,9	27,1	84	93,9	26,7	82	73,8	23,6	83	85,1	26,6	74	63,8	26,8	70	61,3	26,0	68	62,7	27,4	57	95,8	27,7	46	30,5	61
25	10,3	27,1	82	93,0	27,7	79	73,8	26,0	81	84,6	27,4	78	63,1	26,6	80	64,3	25,7	62	62,7	28,2	61	96,7		44	30,3	61
26	10,3	26,1	85	94,2	26,2	83	73,7	26,3	81	84,7	26,4	80	63,4	26,9	82	64,5	26,0	53	62,5	28,2	45	96,6		46		61
27	10,5	27,1	84	93,0	27,1	77	73,9	26,0	75	84,2	27,0	73	62,9	27,0	70	64,1	26,5		62,5		45	96,1	27,3	53		
28		27,7	81	93,8	27,1	77	73,1	26,1	71	83,7	26,9	71	62,5	26,1	76	63,8	24,7	52	61,9	26,8	58	96,2	26,0	44		
29		27,4	83	93,4	28,6	78	73,8	26,0	70	84,7	27,3	80	63,1	27,9	83	63,0	26,0	54	62,7	27,6	42	96,6	26,8	27		
30	11,0	27,2	80	93,3	26,8		74,1	23,2	80	84,9	27,2	82	63,7	26,4	83	63,0	26,1		62,7	27,7	52	97,4	26,8	33		
Moy.	11,2	26,8	83	94,5	27,3	81	74,0	26,0	74	85,0	27,0	73	64,5	26,0	77	65,5	26,0	63	63,4	28,0	49	97,3	27,5	53	30,3	53

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars et corrigé à 0° : 1.000 +

(5) En millibars et corrigé à 0° : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %.

Pluviométrie ⁽⁶⁾

DATES	LOMÉ	TSÉVIÉ	ANÉCHO	PALIMÉ	MISAHOÉ	NUATJA	ATARPAMÉ	KLABÉ	YÉGUÉ	SOKODÉ	BASSARI	PAGOUDA	MANGO	DAPANGO
1			6,3											
2														
3	20,3	53,9	30,0								3,0			
4							1,0	14,5						
5														
6														
7		2,0												
8		20,1		0,5	1,0	3,0								
9						8,0								
10								0,2						
11														
12														
13											3,8			
14								0,3	12,0					
15														
16														
17	G													
18														
19														
20														
21		2,0				18,0								
22														
23								0,2						
24	G	1,0		39,0	12,5		17,5							
25	G	19,3			1,7	12,0								
26														
27														
28														
29														
30	2,3	4,0		19,5										
TOTAL	22,6	102,3	36,3	59,0	15,2	41,0	18,5	15,2	12,0	0,0	6,8	0,0	0,0	0,0

(6) Hauteur d'eau tombée en millimètres,

G: Gouttes,

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

ÉTUDE DE M^e GUSTAVE GAY, NOTAIRE A DAKAR (SÉNÉGAL). 21 RUE THIERS

SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE L'OUEST AFRICAIN

Société anonyme au capital de 157.000.000 de francs, réduit à 67.987.500 francs.

SIÈGE SOCIAL A PARIS, 7 RUE DE TÉHÉRAN

RÉDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

Modifications aux statuts

Aux termes du procès verbal d'une délibération en date du 6 mai 1932, l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires de la SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE L'OUEST AFRICAIN, réunie en troisième assemblée régulièrement convoquée, les deux premières assemblées convoquées pour le 12 mars et le 7 avril 1932, n'ayant pu délibérer faute de quorum a, délibérant valablement :

1^o — Constatant que, par suite de la transaction intervenue entre la société et divers de ses débiteurs, ratifiée par l'Assemblée Générale ordinaire du même jour, 43.050 actions A du nominal de cinq cents francs chacune complètement libérées, représentant un capital de vingt et un million cinq cent vingt cinq mille francs (21.525.000 frs.) étaient abandonnées à la société, décidé l'annulation de ces 43.050 actions A et par suite la réduction du capital social de 157.500.000 frs. à 135.975.000 frs. divisé en 271.950 actions de cinq cents francs chacune dont 261.950 actions A, complètement libérées et 10.000 actions B libérées du premier quart, et que par suite de l'annulation de ces actions et la réduction du capital qui en résultait l'abandon de ces actions par leurs titulaires se trouvait définitif ;

2^o — Décidé de maintenir les actions B dans le droit commun et donné mandat au conseil d'appeler les sommes restant à libérer sur ces actions suivant les besoins de la société et au minimum jusqu'à concurrence de 187 frs. 50 par action dans le délai de six mois de façon qu'à l'expiration de ce délai, chaque action B soit libérée de 312 frs. 50 au moins.

3^o — Décidé que le capital social qui venait d'être réduit à 135.975.000 frs., était à nouveau réduit de moitié de cette somme, soit à 67.987.500 frs. par la réduction du nominal de chaque action de 500 francs, à 250 frs., et qu'ainsi ce nouveau capital de 67.987.500 frs.

se trouverait divisé en 271.950 actions de 250 francs chacune, dont 261.950 actions A, complètement libérées et 10.000 actions B, qui après appel et libération de la somme de 187 frs. 50 ci-dessus indiquée, se trouveraient encore libérées du premier quart du nouveau nominal de 250 francs.

Il a été stipulé que cette réduction s'opérerait par l'échange d'une action ancienne de 500 frs. contre une action nouvelle du nominal de 250 frs. dans les délais et conditions qui seraient fixés par le conseil d'administration.

4^o — Comme conséquence de la réduction du nominal des actions composant le capital social de 500 frs. à 250 frs., décidé la création de 271.950 parts de compensation complètement assimilées aux parts bénéficiaires et qui seront attribuées à tous les actionnaires à raison d'une part par action A ou B avec stipulation que les parts qui, à l'expiration d'un délai de cinq ans, n'auraient pas été attribuées seraient annulées. Ces parts sont régies par les dispositions ci-après textuellement rapportées.

Ces 271.950 parts auront droit chacune à 1/271.950^e des 30% qui leur seront réservés dans le solde des bénéfices, après les prélèvements stipulés à l'article 41 des statuts, avec convention toutefois que la participation de chacune de ces parts aux bénéfices est limitée à une somme totale de 250 frs., égale au montant du capital réduit sur le nominal de chaque action et qu'après avoir touché cette somme ainsi limitée, chacune des parts se trouvera éteinte et annulée pour la fraction des bénéfices devenue disponible, accroître aux actions.

Les titres de ces parts seront extraits d'un registre à souche et numérotés de 1 à 271.950, revêtus du timbre de la société et de la signature de deux administra-

teurs de la société anonyme ou d'un administrateur ou d'un délégué du conseil d'administration; l'une de ces signatures pouvant être apposée au moyen d'une griffe ou imprimée.

Les titres de ces parts étant créés en compensation d'un capital réduit seront obligatoirement non négociables pendant le délai de deux ans prescrit par la loi; à l'expiration de ce délai, ils seront délivrés aux ayants droit, soit au porteur, soit sous la forme nominative et seront cessibles et transmissibles conformément aux articles 35 et 36 du code de commerce.

Les conditions d'indivisibilité attachées aux parts seront les mêmes que celles précisées pour les actions sous l'article 14 des statuts.

Les parts ne confèrent aux porteurs ou titulaire aucun droit de propriété sur l'actif social, elles ne leur confèrent que le droit de participer aux bénéfices pour les quotités et dans la limite de 250 frs. par part ci-dessus indiquée qui leur appartient jusqu'à amortissement de la somme de 250 frs. ci-dessus fixée.

Les porteurs ou titulaires de ces parts ne peuvent s'immiscer à ce titre dans la gestion des affaires sociales et dans l'établissement des comptes, ni critiquer les réserves et les amortissements, étant spécifié que les réserves ne pourront être réparties aux actions sous quelque forme que ce soit, même au titre de premier dividende, tant que les parts n'auront pas reçu la somme de 250 frs. indiquée, ils ne peuvent assister en personne aux Assemblées Générales des actionnaires, et doivent, pour l'exercice de leur droit, et notamment pour la fixation des dividendes leur revenant, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions souveraines de l'Assemblée Générale.

Toutefois, par application de la loi du 23 janvier 1929, les représentants des porteurs de parts nommés par l'Assemblée Générale desdits porteurs, ont le droit d'assister aux Assemblées Générales des actionnaires, mais sans voix délibérative, à peine de nullité des délibérations.

Il est référé à la loi du 23 janvier 1929, pour tous les droits appartenant aux porteurs de parts vis à vis de la société ou ceux appartenant à la société vis à vis des porteurs de parts ainsi que pour la réunion des porteurs de parts en Assemblée Générale et pour toutes décisions à prendre concernant la modification de leurs droits, le rachat des parts par la société, leur conversion en actions ou obligations, etc. . . .

Il est expressément stipulé sans qu'à cet égard, il soit nécessaire de recourir à leur approbation que les propriétaires de parts ne pourront s'opposer :

a) A l'accroissement du fonds de réserve légale au delà du minimum prévu par la loi;

b) En cas d'augmentation du capital au prélèvement au profit du nouveau capital d'un premier dividende, avec intérêts simples ou cumulatifs;

c) En cas de création d'actions privilégiées ou de priorité à l'octroi de tous droits et avantages particuliers au profit de ces actions;

d) En cas de création d'obligations ou de bons, à

l'attribution de pourcentages dans les bénéfices ou sur le chiffre d'affaire.

Pour le règlement de toutes contestations les concernant, les porteurs de parts doivent se conformer aux prescriptions imposées aux actionnaires de la société anonyme par les articles 45 et 46 des statuts.

Le texte de la présente résolution sera inséré dans les statuts de la société sous l'article 48.

5° — Décidé divers amortissements mobiliers et immobiliers et l'affectation d'une provision pour reconstitution de réserve avec stipulation que les amortissements et provisions effectuées, ainsi que toutes les modifications résultant des résolutions votées seraient rétroactivement incorporées, dans le bilan de l'exercice clos le 30 avril 1932;

6° — Et comme conséquence des résolutions votées et en conformité de l'ordre du jour, modifié ainsi qu'il suit sous les articles 7, 24, 25, 34, 39, 36 et 41 des statuts.

Article 7. — Cet article est modifié comme suit :

« Le capital social est de 67.987.500 frs. divisé en 271.950 actions de 250 frs. chacune, dont 261.950 actions dénommées actions A et 10.000 actions dénommées actions B, jouissant respectivement des droits et avantages ci-après déterminés.

Par décision de l'Assemblée Générale extraordinaire du 6 mai 1932 qui a réduit le capital social de 157.500.000 frs. à 67.987.500 frs. par l'annulation de 43.050 actions A de 500 frs., abandonnées à la société, et par la réduction de 500 frs. à 250 frs. du nominal des 271.950 actions composant le capital social réduit, il a été créé 271.950 parts de compensation dont les droits sont déterminés aux articles 41 et 48 des statuts.

Le capital social pourra être augmenté en une ou plusieurs fois, par la création d'actions nouvelles privilégiées ou ordinaires, en représentation d'apports en nature ou contre espèces, soit de l'incorporation au capital social de toutes réserves disponibles et par leur transformation en actions ou par tout autre moyen, mais seulement en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires qui fixera les conditions des émissions nouvelles ou donnera pouvoir au conseil de les fixer.

L'autorisation donnée au conseil d'administration par l'Assemblée extraordinaire du 6 juillet 1929, de porter le capital social à 210 millions est supprimée.

Article 24. — Le deuxième alinéa de l'article 24 est remplacé par les deux alinéas suivants :

Il (le conseil) contracte tous emprunts, soit sous forme de bons à court terme ou autrement, soit par voie d'ouverture de crédit ou d'hypothèque sur tous immeubles de la société; il consent toutes antichrèses et délégations, donne tous gages et nantissements et autres garanties mobilières ou immobilières de toute nature et consent toutes subrogations avec ou sans garantie, il peut avec ou sans renonciation au bénéfice de division et discussion, donner la caution de la

société solidaire ou non, à l'exécution de tous engagements et au remboursement de tous emprunts ou dettes contractés par des tiers. Toutefois les emprunts sous forme de création d'obligations négociables ne peuvent être effectués qu'en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale, ainsi qu'il est dit à l'article 35.

Il fonde ou concourt à la fondation de toutes sociétés françaises ou étrangères, de toutes associations, fait à des sociétés constituées ou à constituer tous apports et négocie toute fusion par voie d'absorption ou autrement avec toutes autres sociétés.

Le surplus de cet article sans changement.

Article 25. — Il est ajouté l'alinéa suivant qui prendra place immédiatement après le premier :

Le conseil peut instituer tous comités de direction ou comités techniques qu'il jugera utiles, dont les membres pourront être choisis en dehors des actionnaires, en fixer les attributions et la rémunération fixe ou proportionnelle.

Le surplus de cet article sans changement.

Article 34. — Les deux premiers alinéas de cet article sont modifiés comme suit :

Les délibérations des assemblées sont prises à la majorité des voix dans les Assemblées Générales dites ordinaires, et à la majorité des deux tiers des voix dans les Assemblées extraordinaires modificatives des statuts; en cas de partage la voix du président est prépondérante.

Dans les Assemblées Générales ordinaires, chaque membre de l'Assemblée a autant de voix qu'il représente de fois dix actions A ou une action B; dans les Assemblées Générales extraordinaires modificatives des statuts, chaque membre a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions A ou B, sans limitation.

Le surplus de cet article sans changement.

Article 39. — Les six derniers mots du dernier alinéa de cet article (ainsi que la liste des actionnaires) sont supprimés.

Article 41. — Cet article est modifié comme suit :

Le premier dividende de 5% est porté à 7%.

A partir du deuxième alinéa, au lieu de : le surplus est réparti comme suit, lire : sur le surplus il est prélevé 7,50% pour le conseil d'administration, 7,50% pour les administrateurs délégués et la direction.

Le surplus est réparti :

70% entre toutes les actions sans distinction.

Et 30% aux parts de compensation créées par décision de l'Assemblée Générale extraordinaire du 6 mai 1932, étant entendu que cette répartition aux parts cessera lorsque chaque part aura touché une somme totale de 250 frs., époque à laquelle elle se trouvera éteinte et annulée pour la fraction de bénéfices devenue disponible accroître aux actions.

Toutefois l'Assemblée Générale ordinaire peut, sur la proposition du conseil d'administration, décider l'affectation de tout ou partie de ce solde de bénéfices, soit pour être reporté à nouveau sur l'exercice en cours,

soit pour être affecté à un fonds de réserve extraordinaire ou tout autre fonds de prévoyance, soit enfin pour permettre de compléter le premier dividende des actions, étant spécifié toute fois que les réserves ainsi constituées ne pourront être réparties aux actions, sous quelque forme que ce soit, même à titre de premier dividende tant que les parts de compensation n'auront pas été complètement amorties de la somme de 250 frs. ci-dessus indiqué.

Article 48. — Cet article nouveau qui prend suite en fin des statuts comporte le texte intégral de la quatrième résolution créant les parts de compensation et fixant leurs droits de modalités.

Article 36. — L'Assemblée donne mandat au conseil de modifier l'article 36 des statuts pour mettre les trois derniers alinéas de cet article en concordance avec la loi du 1^{er} mai 1930, dans les termes suivants :

Les Assemblées qui ont à délibérer sur les modifications touchant à l'objet ou, à la forme de la société, ne sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles sont composées d'actionnaires représentant les trois quarts au moins du capital social.

Dans les cas autres que ceux prévus par le précédent alinéa, les Assemblées extraordinaires ne délibèrent valablement que si elles sont composées d'actionnaires représentant les deux tiers du capital social et si, sur une première convocation l'Assemblée n'a pas réuni les deux tiers du capital social, il peut être réuni une deuxième Assemblée qui délibère valablement si elle réunit au moins la moitié du capital social, puis en cas d'échec de cette seconde Assemblée, une troisième Assemblée et éventuellement, une troisième Assemblée prorogée qui délibèrent valablement si le tiers du capital est représenté.

Ces deuxième et troisième Assemblées et troisième Assemblée prorogée sont convoquées au moyen de deux insertions successives prescrites par la loi du 1^{er} mai 1930 dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires et dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social, ainsi qu'au moyen de lettres simples adressées aux propriétaires d'actions nominatives, et le délai entre la date de la dernière insertion et des lettres dont s'agit peut être réduit à six jours au moins.

DÉPÔTS

Un extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale, extraordinaire du 6 mai 1932 et une copie de chacun des procès-verbaux des deux Assemblées Générales extraordinaires des 12 mars et 7 avril 1932, n'ayant pas obtenu le quorum, ont été déposés le 3 juin 1932 à chacun des Greffes du Tribunal de commerce de la Seine et de la Justice de Paix du 8^e arrondissement de Paris, et en l'étude de M^e GAY notaire à Dakar :

— Le 8 février 1933, pour les deux Assemblées n'ayant pas réuni le quorum,

— Et le 4 mars 1933, pour la 3^e Assemblée Générale du 6 mai 1932.

D'autre part, une expédition de ce dernier acte, avec son annexe, a été déposée à chacun des greffes des tribunaux civils de première instance, faisant également office de tribunaux de commerce et de justice de paix; savoir :

En A. O. F. :

1^o — à Dakar le 22 avril 1933.

2^o — à Saint-Louis, le 22 avril 1933.

3^o — à Kaolack, le 22 avril 1933.

4^o — à Cotonou, le 19 avril 1933.

5^o — à Grand Bassam, le 18 avril 1933.

6^o — à Conakry, le 12 avril 1933.

7^o — à Bamako, le 26 juin 1933.

— Au Togo, à Lomé, le 7 juillet 1933,
et au Cameroun, à Douala, le 10 juillet 1933.

Pour insertion et mention

GAY, Notaire.

ÉTUDE DE M^r GUSTAVE GAY, NOTAIRE A DAKAR (SÉNÉGAL), 21 RUE THIERS.

SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE L'OUEST AFRICAÏN

Société anonyme au capital de 67.987.500 francs réduit à 65 000.000 de francs.

SIÈGE SOCIAL A PARIS, 7 RUE DE TÉHÉRAN

SUPPRESSION DES ACTIONS B

Réduction de capital

Aux termes d'un procès-verbal d'une délibération, en date du 27 juin 1934, l'Assemblée Générale extraordinaire et plénière des actionnaires de la SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE L'OUEST AFRICAÏN, réunie sur deuxième convocation, a :

1^o — Décidé, par application de la loi du 13 novembre 1933, la suppression des dix mille actions à vote plural dites actions B, faisant partie du capital social et des dix mille parts de compensation correspondant à ces actions au moyen du remboursement de leur valeur.

2^o — Décidé de confier à des arbitres et dans les termes de la loi du 13 novembre 1933, le soin de fixer la valeur à laquelle devraient être remboursées les dix mille actions B, compte tenu de la valeur des dix mille parts de compensation correspondantes supprimées, et comme conséquence a nommé comme arbitre pour l'ensemble des actionnaires A et B, M. William SCHWARTZ, ancien directeur de banque demeurant à Paris, 29 avenue Pierre-1^{er}-de-Serbie, à l'effet de, avec les deux autres arbitres à désigner, l'un par l'Assemblée spéciale des actionnaires B et l'autre, par le Président du tribunal de commerce de la Seine, rechercher et fixer la valeur à laquelle devraient être remboursées les actions à vote plural, catégorie B, y compris la valeur de la part de compensation revenant à chaque action B, valeur ne semblant pouvoir être inférieure à soixante deux francs cinquante centimes, ni supérieure à trois cent douze francs cinquante centimes, fixer les conditions et les modalités de ce remboursement et le délai dans lequel il devra être effectué.

3^o — Décidé de réduire le capital social d'une somme de deux millions cinq cent mille francs, représentant la valeur, nominale des dix mille actions B, supprimées quelle que soit la valeur de leur remboursement, ramenant ainsi le capital social à soixante cinq millions quatre cent quatre vingt sept mille cinq cents francs, avec stipulation que cette réduction ne prendrait effet que du jour de la délibération du conseil d'administration qui prendrait acte de la sentence rendue par les arbitres et qui devrait se tenir dans le mois suivant cette sentence, tous pouvoirs les plus étendus étant conférés au conseil d'administration pour assurer l'application, l'exécution et l'interprétation de cette sentence.

Donne en outre tous pouvoirs et autorisations au conseil d'administration à l'effet de racheter en bourse, mille neuf cent cinquante actions A, représentant une valeur nominale de quatre cent quatre vingt sept mille cinq cents francs, ce qui, comme conséquence, réduirait le capital social à soixante cinq millions de francs à compter du jour de la délibération du conseil, constatant la réalisation de cette opération.

4^o — Donné tous pouvoirs et autorisations à l'effet de procéder en une ou plusieurs fois à des rachats d'actions A. de la SCOA, au-dessous du pair aux fins de réduction du capital social à concurrence d'un maximum de vingt mille actions représentant un capital nominal de cinq millions de francs, tous pouvoirs étant donnés au conseil d'administration pour opérer ce rachat au mieux des intérêts de la société et aux époques qu'il jugerait convenables avec stipulation que les réductions de capital jusqu'à concurrence de

cette somme de cinq millions de francs, deviendront définitives à due concurrence du nominal du nombre d'actions rachetées, par le seul fait de l'inscription du procès-verbal d'une délibération du conseil d'administration de la réalisation d'une opération partielle ou de l'opération totale et du jour de cette inscription.

5° — Comme conséquence de la troisième résolution analysée sous le 3° ci-dessus, décidé d'apporter à l'article 7 des statuts, les modifications suivantes qui prendraient effet du jour de la délibération du conseil d'administration, qui en constaterait l'application.

« Le capital social est de soixante cinq millions de francs divisé en deux cent soixante mille actions de deux cent cinquante francs chacune, toutes dénommées actions « A », ayant des droits égaux.

« Par décision de l'Assemblée Générale extraordinaire du six mai mil neuf cent trente deux, qui a réduit le capital social de cent cinquante sept millions cinq-cent mille francs à soixante sept millions neuf cent quatre vingt sept mille cinq cents francs par l'annulation de quarante trois mille cinquante actions A., de cinq cents francs abandonnées à la société et par la réduction de cinq cents francs à deux cent cinquante francs du nominal des deux cent soixante et onze mille neuf cent cinquante actions composant le capital social réduit, il a été créé deux cent soixante et onze mille neuf cent cinquante parts de compensation dont les droits sont déterminés aux articles 41 et 48 des statuts.

« Par décision de l'Assemblée Générale extraordinaire du vingt sept juin mil neuf cent trente quatre, ayant réduit le capital social à soixante cinq millions de francs par la suppression de dix mille actions « B » et le rachat en bourse de mille neuf cent cinquante actions « A », dix mille parts de compensation ont été également supprimées, ce qui a ramené leur nombre à deux cent soixante et un mille neuf cent cinquante, parts.

Décidé en outre que le conseil d'administration qui constaterait la réalisation de l'achat au-dessous du pair, en une ou plusieurs fois, jusqu'à concurrence d'un nombre de vingt mille actions ainsi qu'il est dit sous le 4° ci-dessus, aurait tous pouvoirs pour mettre l'article 7 des statuts en concordance avec le nombre d'actions dont le rachat aura été constaté par le procès-verbal de chaque délibération, du conseil et pour en faire tous dépôts et publications qu'il appartiendra.

6° — Et comme conséquence des résolutions ci-dessus analysées, décidé d'apporter aux articles 12, 13, 15, 34, 36 et 48 des statuts, les modifications suivantes qui prendraient effet du jour de la délibération du conseil d'administration qui prendrait acte de la sentence des arbitres fixant la valeur de remboursement des dix mille actions B, supprimées et des dix mille parts de compensation correspondantes.

Article 12. — Le deuxième alinéa, ainsi conçu « Les titres d'actions B même entièrement libérées, sont essentiellement nominatifs », est supprimé.

Article 13. — Le texte de cet article est supprimé en entier et remplacé par les mots suivants placés entre

parenthèses (« actions B. à vote privilégié, supprimées par décisions de l'Assemblée extraordinaire du vingt sept juin : mil neuf cent trente quatre »).

Article 15. — La dernière phrase du deuxième alinéa, commençant par les mots « elles ne se différencient que par le droit de vote etc. . . » est supprimée.

Article 34. — Le deuxième alinéa de cet article est modifié comme suit « dans les Assemblées Générales ordinaires, chaque membre de l'Assemblée a autant de voix qu'il représente de fois dix actions A.; dans les Assemblées Générales extraordinaires modificatives des statuts, chaque membre a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions A, sans limitation ».

« *Article 36.* — Au 10° alinéa, les mots « et sauf ce qui est dit au dernier alinéa de l'article 13 », sont supprimés.

Article 48. — Modifié comme suit : « (cet article est le texte de la quatrième résolution de l'Assemblée Générale extraordinaire du six mai mil neuf cent trente deux, avec la modification résultant de la décision de l'Assemblée extraordinaire du vingt sept juin mil neuf cent trente quatre, ayant supprimé dix mille actions B, et les parts correspondantes) ».

Entre le premier et le deuxième alinéa, ajouter entre parenthèses et en retrait, l'alinéa suivant :

« Par décision de l'Assemblée extraordinaire du vingt sept juin mil neuf cent trente quatre, dix mille parts de compensation non encore créées correspondent aux dix mille actions B. remboursées ont été supprimées ce qui a réduit leur nombre à deux cent soixante et un mille neuf cent cinquante. »

Dans tout le surplus de cet article, remplacer le nombre deux cent soixante et onze mille neuf cent cinquante par le nombre deux cent soixante et un mille neuf cent cinquante.

II

Aux termes du procès-verbal d'une délibération en date du vingt sept juin mil neuf cent trente quatre, l'Assemblée spéciale des actionnaires catégorie A., de la SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE L'OUEST AFRICAINE, réunis sur deuxième convocation; approuve les résolutions votées par l'Assemblée Générale extraordinaire et plénière du même jour ainsi que la désignation comme arbitre, faite par l'Assemblée de M. William SCHWARTZ, ci-dessus nommé, pour rechercher et fixer la valeur à laquelle devraient être remboursées les actions à vote privilégié catégorie B; y compris la valeur de la part de compensation revenant à chaque action B sur les bases et dans les conditions fixées par l'Assemblée plénière.

III

Aux termes du procès-verbal d'une délibération en date du vingt sept juin mil neuf cent trente quatre, l'Assemblée spéciale des actionnaires catégorie B de la SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE L'OUEST AFRICAINE,

CAIN, réunis sur deuxième convocation, après avoir entendu lecture des résolutions votées par l'Assemblée Générale extraordinaire et plénière du même jour, décidant la suppression des dix mille actions B à vote privilégié et des dix mille parts de compensation correspondant à ces actions, au moyen de leur remboursement à leur valeur réelle, a pris acte que cette Assemblée avait décidé de confier à des arbitres dans les termes de la loi du 13 novembre 1933, le soin de fixer dans les limites ci-dessus indiquées, la valeur à laquelle devraient être remboursées, les dix mille actions B. compte tenu de la valeur des dix mille parts de compensation correspondantes supprimées.

En conséquence l'Assemblée spéciale des actionnaires B. à vote privilégié, se conforment à l'article 3 de la loi du 13 novembre 1933 a désigné comme arbitre monsieur Louis PORTE, ancien directeur de banque, demeurant à Paris, 55, rue de Verneuil, à l'effet de, avec l'arbitre désigné par l'Assemblée plénière et accepté par l'Assemblée spéciale des actionnaires A, et avec le troisième arbitre qui serait désigné par M. le Président du tribunal de commerce de la Seine, rechercher et fixer la valeur à laquelle devraient être remboursées les actions catégorie B, à vote privilégié y compris la valeur de la part de compensation revenant à chaque action B, sur les bases indiquées par l'Assemblée plénière, fixer les conditions et les modalités de ce remboursement et le délai dans lequel il devrait être effectué.

IV

En application de la loi du 13 novembre 1933, à la requête de M. le Président du conseil d'administration de la S. C. O. A., M. le Président du tribunal de commerce de la Seine, a par ordonnance du vingt neuf juin mil neuf cent trente quatre, nommé comme troisième arbitre M. Marc MONMONT, expert comptable près la cour d'appel de Paris et du tribunal de première instance de la Seine, arbitre expert près le tribunal de commerce, demeurant à Paris, 11 rue Magellan, pour avec M.M. SCHWARTZ et PORTE, arbitres sus-nommés, déterminer les conditions de remboursement des actions B. compte tenu de la valeur des parts de compensation, étant spécifié que leur sentence qui ne serait susceptible ni d'opposition ni d'appel, devrait être déposée au greffe du tribunal dans les trois jours de sa date pour être rendue exécutoire.

V

A la date du vingt six septembre mil neuf cent trente quatre, M.M. SCHWARTZ, PORTE et MONMONT, agissant comme arbitres, nommés en application de la loi du 13 novembre 1933, comme indiqué ci-dessus, ont rendu leur sentence, fixé la valeur de remboursement de l'action B. compte tenu de la part de compensation correspondante à cent cinquante francs (150 frs.), dit que le montant de la somme à payer en remboursement des actions B. sur cette base serait prélevé sur le solde du compte de profits et pertes et dit que le conseil

d'administration fixerait le délai de remboursement qui ne pourrait excéder trois mois à dater du jour où cette sentence serait rendue exécutoire.

Cette sentence déposée le vingt sept septembre mil neuf cent trente quatre au greffe du tribunal civil de la Seine a été rendue exécutoire, par M. le Président dudit tribunal, le vingt neuf septembre mil neuf cent trente quatre.

VI

Aux termes du procès-verbal d'une délibération en date du trois octobre mil neuf cent trente quatre, le conseil d'administration, en vertu des pouvoirs qui lui avaient été conférés par l'Assemblée extraordinaire et plénière du vingt sept juin mil neuf cent trente quatre a :

1^o — Pris acte de la sentence rendue par M.M. MONMONT, SCHWARTZ et PORTE arbitres, nommés en application de la loi du 13 novembre 1933, et décidé en conséquence que les dix mille actions B, supprimées seraient remboursées contre remise des certificats à cent cinquante francs l'unité (les parts de compensation n'ayant pas été délivrées sont annulées), et que les remboursements seraient effectués contre remise des titres à partir du quinze octobre mil neuf cent trente quatre, aux caisses de la société, à son siège social, 7 rue de Téhéran à Paris;

2^o — Pris acte que, en vertu des pouvoirs et autorisations qui lui avaient été donnés par l'Assemblée extraordinaire du vingt sept juin mil neuf cent trente quatre, mille neuf cent cinquante actions A, avaient été rachetées en bourse, pour une somme inférieure au nominal.

3^o — Et considérant que toutes les conditions stipulées dans les diverses résolutions votées par l'Assemblée Générale extraordinaire et plénière du vingt sept juin mil neuf cent trente quatre, et approuvées par les Assemblées spéciales des actionnaires A et B du même jour étaient accomplies, le conseil d'administration a constaté que le capital social était définitivement réduit à soixante cinq millions de francs, divisé, en deux cent soixante mille actions de deux cent cinquante francs chacune, toutes dénommées actions A. et ayant des droits égaux;

Que le nombre de part de compensation était réduit à de deux soixante et un mille neuf cent cinquante et que les modifications aux articles 7, 12, 13, 15, 34, 36 et 48 des statuts, étaient définitives à compter dudit jour, trois octobre mil neuf cent trente quatre.

DÉPÔTS

Une copie de chacun des procès-verbaux d'Assemblée et du conseil d'administration ci-dessus énoncés, portant la mention d'enregistrement effectué à Paris, premier S. S. P., le vingt deux octobre mil neuf cent trente quatre, sous les numéros 589, 590, 600 et 601, a été déposée le vingt trois octobre mil neuf cent trente quatre, à chacun des greffes du tribunal de commerce de la Seine et de la justice de paix du huitième arrondissement de Paris.

D'autre part, un extrait conforme de chacun des procès-verbaux des Assemblées et conseil d'administration sus énoncés, ont été déposés au rang des minutes de M^e GAY notaire à Dakar, le 19 novembre 1934, et enregistrés avec cet acte de dépôt à Dakar-Circonscription (2^e bureau) le 20 novembre 1934, folio 37, case 226.

Et une expédition de ce dernier acte de dépôt ainsi que des pièces y annexées, a été déposée à chacun des greffes des tribunaux civils de première instance ci-après, faisant également office de tribunaux de commerce et de justice de paix savoir :

En A. O. F. :

- 1^o — à Dakar, le 7 décembre 1934.
- 2^o — à Saint-Louis, le 10 décembre 1934.
- 3^o — à Kaolack, le 10 décembre 1934.
- 4^o — à Bamako, le 30 novembre 1934.
- 5^o — à Conakry, le 8 décembre 1934.
- 6^o — à Grand-Bassam, le 6 décembre 1934.
- 7^o — à Cotonou, le 6 décembre 1934.
- Au Togo, à Lomé, le 6 décembre 1934
- et au Cameroun à Douala, le 11 décembre 1934.

Pour extrait et mention;
GAY, Notaire.

XI^e FOIRE DU HAVRE

20 Avril — 5 Mai 1935.

La XI^e Foire du Havre, grande quinzaine coloniale, industrielle, commerciale et agricole, aura lieu du Samedi 20 Avril, veille de Pâques, au dimanche 5 Mai 1935.

Le vaste Palais des Expositions offrira aux visiteurs les stands des principales firmes de la région havraise de Paris et des provinces françaises.

Déjà, de très nombreux emplacements sont retenus.

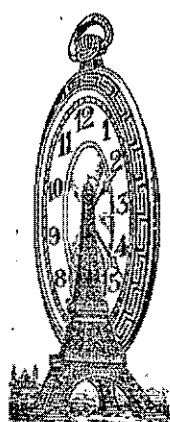
Tous les producteurs du sol, du sous-sol, de l'industrie et de la mer, auront intérêt à participer à cette manifestation qui, au cours des dix premières années, a marqué une évolution constante accentuant sans cesse sa force d'attraction.

Pour tous renseignements, s'adresser à M. le Président du Comité d'Organisation de la Foire du Havre. Hotel-de-Ville — Le Havre (Seine-Inf.)

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

"A la Tour Eiffel"

JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratuit et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France

L'ALMANACH VERMOT EST PARU

Une étrenne qui fait toujours plaisir
et qui ne coûte pas cher